

Différences

M 1430 - 52 - 16 F - 15 DINARS
JANVIER 1986 - MENSUEL - ISSN 0247-9095

JEU-CONCOURS :
Gagnez
**Un voyage
à New York**
pour deux personnes

EXTREME DROITE :
LES APOÛTRES
DE LA
GRANDE
TROUILLE

JUIFS D'URSS : LA TABLE RONDE

LE PEN:VITE!
FRONT NATIONAL DE LA JEUNESSE
JEE 4114

DIFFERENCES, ÇA SE LIT, ÇA SE RELIE !

Vous n'en pouvez plus : depuis près de cinq ans que vous collectionnez *Différences*, il y en a partout, sur toutes les étagères, dans des tiroirs, aux quatre coins de votre appartement. Et puis, bien sûr, quand vous avez besoin d'un article, d'un renseignement, d'une référence, ils se trouvent toujours dans le numéro que vous n'arrivez pas à retrouver. Elle n'est pas facile, la vie du collectionneur ! Rassurez-vous, ces temps-là sont terminés. Désormais, vous pourrez archiver vos *Différences* dans de somptueuses reliures, et les classer par année. **N'HESITEZ PAS**, offrez-vous un demi-mètre de *Différences*, classés dans leurs reliures, à l'abri des gribouillages du petit dernier.

JE COMMANDE ... RELIURES DE DIFFERENCES,

au prix de :
79 F l'une, port inclus
138 F les deux
177 F les trois

SOIT UN CHEQUE DE ... F.

A renvoyer à *Différences*, service abonnements, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : (1) 48.06.88.33. S'il vous manque des anciens numéros, téléphonez-nous, vous saurez ceux qui sont encore disponibles.

Reliure en balacron gris, *Différences*, imprimé jaune sur la couverture et au dos, emplacement au dos pour numérotation des reliures, format total 220 mm x 290 mm x 40 mm. 12 numéros par reliure.

BARYNIA
que le rêve commence



Helena Rubinstein
PARFUMS

LE RAPPROCHEMENT DES PEUPLES ET DES
CIVILISATIONS ? COMMENT ? ...

Des gens simples et dévoués sauront vous aider et vous guider vers vos aspirations.

L'Agence de voyages « Détente et Culture » -
60, rue Oberkampf - 75011 Paris - Tél. :
357.00.55 - est prête à vous accueillir de 9 h
30 à 19 h 30 (sans interruption) (C. lic. n°
A1839).

SOMMAIRE

Différences

Magazine créé par le MRAP
(Mouvement contre
le racisme et pour
l'amitié entre les peuples),
édité par la Société
des éditions Différences

89, rue Oberkampf
75011 PARIS
Tél. : (1) 48.06.88.33

DIRECTEUR DE
LA PUBLICATION/GERANT
Albert Lévy

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Jean-Michel Ollé

Secrétariat de rédaction/maquettes :
Véronique Mortaigne

Service photos :
Abdelhak Senna

Culture :
Daniel Chaput

Relations extérieures :
Danièle Simon

ADMINISTRATION/GESTION
Khaled Debbah

ABONNEMENTS

1 an : 170 F.
1 an à l'étranger : 200 F.
6 mois : 100 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 140 F.
6 mois : 80 F
(joindre une photocopie
des cartes d'étudiant
ou de pointage).
Soutien : 200 F.
Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Algérie : 14 dinars. Belgique : 140 FB.
Canada : 3 dollars. Maroc : 10 dirhams.

PUBLICITÉ AU JOURNAL

Photocomposition - photogravure
impression : PCP, 17, place de Villiers,
93100 Montreuil. Tél. : 42.87.31.00
Commission paritaire n° 63634
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal : 1986-1
La rédaction ne peut être tenue pour responsable
des textes, documents et photos confiés.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

YORO N'DIAYE, DOLORES ALOIA, ROBERT PAC,
YVES THORAVAL, ALAIN RAUCHVARGER, JULIEN
BOAZ, STEPHANE JAKIN, MAHAMOUD AHMED,
PIERRE VALLEE, JEAN ROCCIA, JOELLE TAVANO,
MARGUERITE ROLLINDE, JEAN-LOUIS SAGOT-
DUVAUROUX, CHRISTIANE DANCIE, ODILE
AMBRY, CHERIFA, CHANTAL LANGEARD.

PHOTO COUVERTURE :

Un stand à la fête des bleu, blanc,
rouge.
ALAIN PINOGES-CIRIC

Janvier, Bonne Année !

ACTUEL

- 8 POINT CHAUD** — Juifs d'URSS : une rencontre sans précédent.
Pour la première fois dans l'histoire, et à l'initiative de *Différences*, des personnalités soviétiques et françaises se sont rencontrées pour parler des problèmes auxquels sont confrontés les juifs en URSS. Ni monologue ni langue de bois, du dialogue.
- 20 RENCONTRE** — Morte par hasard en Lorraine. **JEAN ROCCIA**.
».
Jœuf : petite ville de Moselle où il arrive qu'on tue les femmes dans les commissariats, puis qu'on dise que c'est un accident.

DOSSIER

- 26** — Les bons apôtres de la grande trouille. **DUPOND-DURAND, CLAIRE RODIER**
Tout, vous saurez tout sur la nouvelle et l'extrême droite, leurs relais, leurs journaux, leurs hommes. Avec, en prime, un petit manuel du gagnant de procès contre Le Pen.

CULTURES

- 36 TENDANCES** — La casse de l'oncle Tom. **DANIEL CHAPUT**
Du bon nègre des premiers temps de Hollywood aux pubs black et branchées d'aujourd'hui, en passant par le cinéma noir américain actuel, il y a du rifié dans les poncifs. Heureusement qu'il nous reste l'oncle Ben's.
- 38 L'ÉVÈNEMENT** — On s'écrit, on se fait une paix ? **CHERIFA**
L'un est juif, l'autre arabe. L'un est psychanalyste, l'autre écrivain. Depuis des années, J. Hassoun et A. Khatibi s'écrivent. Pour faire quoi ? Le même livre...

DÉCOUVERTES

- 42 RÉFLEXION** — L'arrivée du jour de gloire. **JEAN-LOUIS SAGOT-DUVAUROUX**
Suite de notre réflexion sur les apports de la République à l'antiracisme. Le républicanisme nouveau est arrivé.
- 44 HISTOIRE** — M. L. K. canonisé. **ROBERT PAC**
Il y a deux façons d'honorer Martin Luther King : lui offrir un fête nationale, ou continuer la lutte. Les deux existent aux Etats-Unis.

VOUS

- 51 GRAND JEU CONCOURS** —
Différences a cinq ans. Pour fêter ça, on vous offre un voyage à deux à New York, un micro-ordinateur, des disques, des livres, des jouets. Poussez pas, il y en aura pour tout le monde...

J TRI-CO-JO

SARL au capital de 70.000 F

Prêt-à-Porter - Tricots - Hommes
Femmes - Enfants

Gros - Demi-Gros

15 et 17 rue des Capucins - 69001 Lyon
Tél. 828.83.58

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



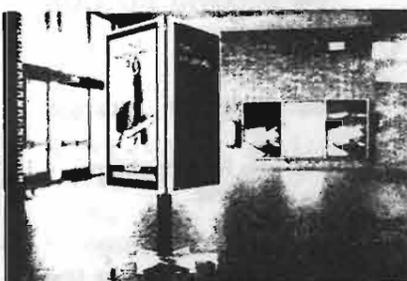
Nous voulons faciliter votre vie
en facilitant vos déplacements.
Toujours tous les jours.



RATP Pour mieux vivre Paris et l'Ile-de-France.

Centre d'Information Téléphonique (CIT): 346.14.14.

équipements
espaces gares
gamme **Basic**[®]



Valoriser
l'image de marque
de la SNCF.

Mieux accueillir
sa clientèle.

47 07 17 60

Fabrication M I C O S^{te} agréée
13, rue Vauquelin Paris 75005

**IMPRIMERIE
WEIL**

117, rue des Pyrénées
75020 PARIS

LES TISSUS



5, RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS

Tél. : 236 76-85
— 35-72

EDITORIAL

CADEAUX

■ Vous pourrez dire que vous avez été gâtés pour cette fin d'année.
On n'a pas lésiné sur les friandises.

En entrée, un scoop mondial. A notre connaissance, c'est la première fois au monde qu'on arrive à faire asseoir à la même table des représentants soviétiques et des personnalités occidentales, pour débattre de la situation des juifs en URSS. Pas pour se convaincre, ni pour se décerner des brevets. Simplement pour mettre au contact des thèses parmi les plus tranchées du débat idéologique planétaire de cette fin de siècle. C'est fait. Vous disposez maintenant d'un document unique, qui permet enfin de se faire une opinion en toute connaissance de cause.

Plat de résistance, si on peut dire, en ces mois électoraux : un dossier sur l'extrême-droite et ses petits camarades de jeux. C'est bien utile de savoir qui est qui au moment où beaucoup s'appêtent à faire de l'immigration le menu des prochaines législatives. Vous aurez au moins la liste des ingrédients.

Huit pages de plus, sans supplément de prix et services compris, au milieu de toutes les rubriques habituelles.

Nous avons pensé qu'au dessert, un petit voyage à New York faciliterait la digestion. C'est notre grand jeu-concours d'abonnement. Faites connaître Différences, et Différences vous fera connaître la grosse pomme. Bon gueuleton donc, et pour le bicarbonate de soude, téléphonez-nous. □



Différences

EN BREF

Il a plu sur l'Éthiopie

LE PAYS OU L'HERBE POUSSE

Les petites tentes rondes sont toujours là, la chaleur toujours aussi suffocante, mais les enfants jouent dans la rivière. Sur les rives de l'Awash, où s'est installé SOS-Enfants sans frontières, la vie a repris ses droits.

« Mais, l'Éthiopie est verte ! »

Telle est la première réflexion qui vient à l'esprit lorsqu'on survole le pays pour la troisième fois en un an. En effet, la couleur dominante au début de cette année était incontestablement le marron rougeâtre, à perte de vue. Couleur du sol, mais aussi couleur des vêtements des paysans : une simple étoffe enroulée autour du corps, blanche à l'origine, mais qui prenait très vite la couleur de la terre tant la poussière uniformisait toutes choses. En six mois, les vêtements n'ont pas changé, mais la terre, elle, a reçu les pluies bienfaisantes et l'herbe a recouvert le pays en quelques jours.

Pourtant, la réalité n'est pas partout la même et, d'une région à l'autre, d'une association humanitaire à l'autre, le discours et la situation diffèrent. Une affirmation en commun, toutefois, et de première importance : partout où les ONG (Organisations non gouvernementales) sont installées depuis plusieurs mois, cela va mieux et l'on songe à fermer les « vieux » camps. Et si l'on découvre une nouvelle poche, c'est-à-dire une région non assistée où les populations sont très démunies, les interventions sont rapides, rodées et efficaces. En fait, la

question à l'ordre du jour à Addis-Abeba, c'est les projets de développement. La meilleure illustration de tout cela reste, sans nul doute le formidable travail accompli par les équipes de SOS Enfants sans frontières depuis leur installation en février de cette année. Comme le constate Jac-

Sur de grands plateaux de bois, des bols de riz, du lait enrichi, des biscuits vitaminés

queline Bonheur, la présidente de l'association, de retour d'une mission sur le terrain, « c'est quasiment le jour et la nuit ». On savait que les populations nomades, les Afars, étaient un peu les laissés-pour-compte de la famine. Comme ils refusent à toute force de se sédentariser, il était très dif-

ficile de leur faire parvenir une aide. Poussés par la faim, plusieurs milliers d'entre eux avaient établi leur campement sur les rives de la rivière Awash et SOS Enfants sans frontières avait choisi de travailler avec eux. Comment décrire en quelques mots le changement phénoménal que perçoit le visiteur fraîchement arrivé à Gewané ? Les petites tentes rondes sont toujours là, la chaleur est toujours aussi suffocante et les enfants toujours aussi accueillants. C'est la vue de la rivière qui surprend le plus. Au mois de janvier, il fallait descendre le long de la berge sur deux ou trois mètres pour atteindre le bac et traverser. Aujourd'hui, l'eau est montée jusqu'en haut et les crues ont été telles que le bac rudimentaire s'est renversé deux fois et -

triste revers de la médaille - plus de vingt personnes sont mortes noyées. Les petits ruisseaux alentour débordent, les enfants s'éclaboussent joyeusement dans les mares. Autour du puits, c'est l'affluence colorée des femmes remplissant leurs seaux et discutant des affaires du village. Retour des habitudes nomades ancestrales. Au milieu du village s'est construit un dispensaire devant lequel la file d'attente s'allonge dans les premiers rayons du soleil. Jean-Louis, Emmanuelle et Isabelle, le médecin et les deux infirmières, arrivent pour commencer la consultation. Moins de monde qu'auparavant, une pathologie dite classique pour le tiers monde et des médicaments en nombre suffisant pour soigner tout le monde. La

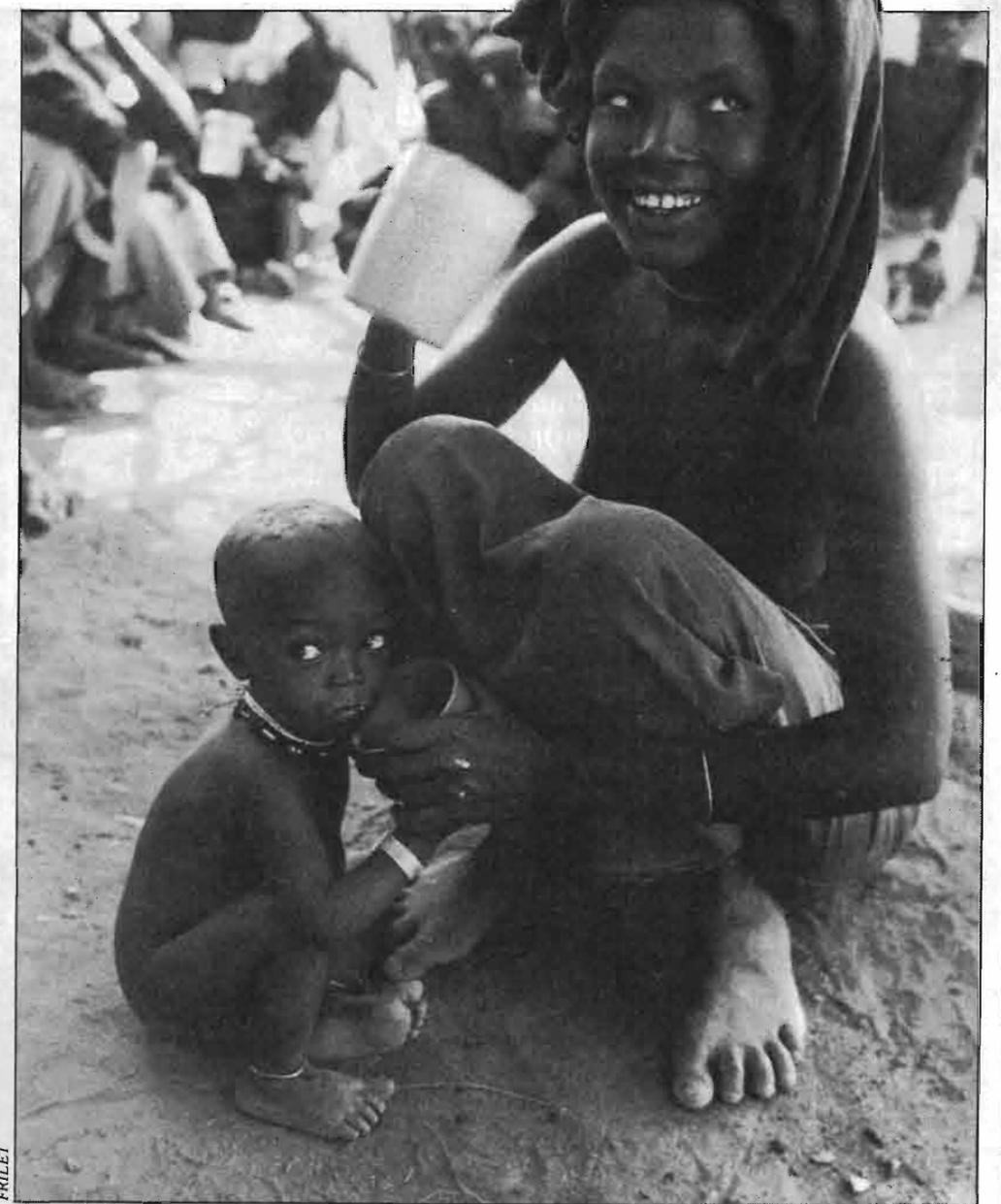
grande inquiétude de l'équipe médicale, c'est un paludisme très sévère qui fait des ravages parmi les enfants. Le chiffre le plus éloquent du bilan provisoire de la mission, c'est l'évolution du taux de mortalité : il est passé de 50 morts par mois pour 1 000 habitants à 3 pour 1 000. Rappelons, à titre de comparaison, que le taux de mortalité en France est de 8 pour 1 000 par an. C'est dire tout ce qui a été fait et tout ce qui reste à faire.

S'il y a du monde autour du dispensaire, ce n'est rien à côté de l'effervescence qui règne autour des deux autres bâtiments : les centres de renutrition et la cuisine attenante. Dans le plus grand des deux centres, l'équipe de SOS/ESF nourrit les enfants de moins de 80 % de leur poids normal pour leur taille et, dans l'autre, les enfants les plus dénutris, à moins de 70 % de leur poids normal.

Sur de grands plateaux de bois, le personnel éthiopien, embauché sur place par l'association, distribue de grands bols de riz, du lait enrichi, des biscuits vitaminés donnés par l'UNICEF. Les enfants prennent deux à quatre repas par jour selon la gravité de leur état, et sont accompagnés par leur mère qui reçoit également une ration de nourriture. Des bracelets en plastique de couleur indiquent la situation nutritionnelle de l'enfant et facilitent grandement le travail. Par ailleurs, ces enfants sont régulièrement pesés et mesurés ; on les retire du centre de renutrition lorsqu'ils ont retrouvé leur poids normal.

Maintenant, c'est l'avenir qui préoccupe Jacqueline Bonheur et toute son équipe. Il est évident que la situation d'urgence est sur le point de se terminer. Il a fallu intervenir vite, nourrir et soigner. Cela a été fait, et bien fait. Aujourd'hui, c'est en termes de développement que le problème se pose.

Tout d'abord, il faut construire une passerelle pour remplacer le bac vétuste et dangereux. Ainsi, les équipes pourront accéder facilement à l'autre côté de la



FRILLET

rivière et s'occuper des populations qui vivent là. Les échanges pourront se faire beaucoup plus aisément entre villages. Ensuite, il faut améliorer la situation sanitaire. Le but de l'association est de construire un dispensaire en dur et d'y laisser, dans un premier temps, un médecin et une infirmière pour former des auxiliaires de santé qui prennent en charge les populations par la suite. Tous ces projets sont rédigés ; ils n'attendent que l'accord du gouvernement éthiopien pour se mettre en place. Lequel gouvernement hésite encore sur la marche à suivre vis-à-vis de ces centaines de programmes qui

s'amoncellent sur les bureaux des responsables. Il faudra sans doute quelques mois avant qu'une politique globale ne soit décidée et appliquée.

Pendant ce temps, à Gewané, les enfants jouent au soleil, les bergers reprennent le chemin des pâturages avec leurs troupeaux. Plus de charniers pour brûler les cadavres d'animaux morts de faim, plus de bébés squelettiques et de mères au regard vide et questionnant. Plus de vieillards assis par terre à attendre la mort, mais des anciens assis sous l'arbre à palabres pour gérer les affaires de la communauté. □

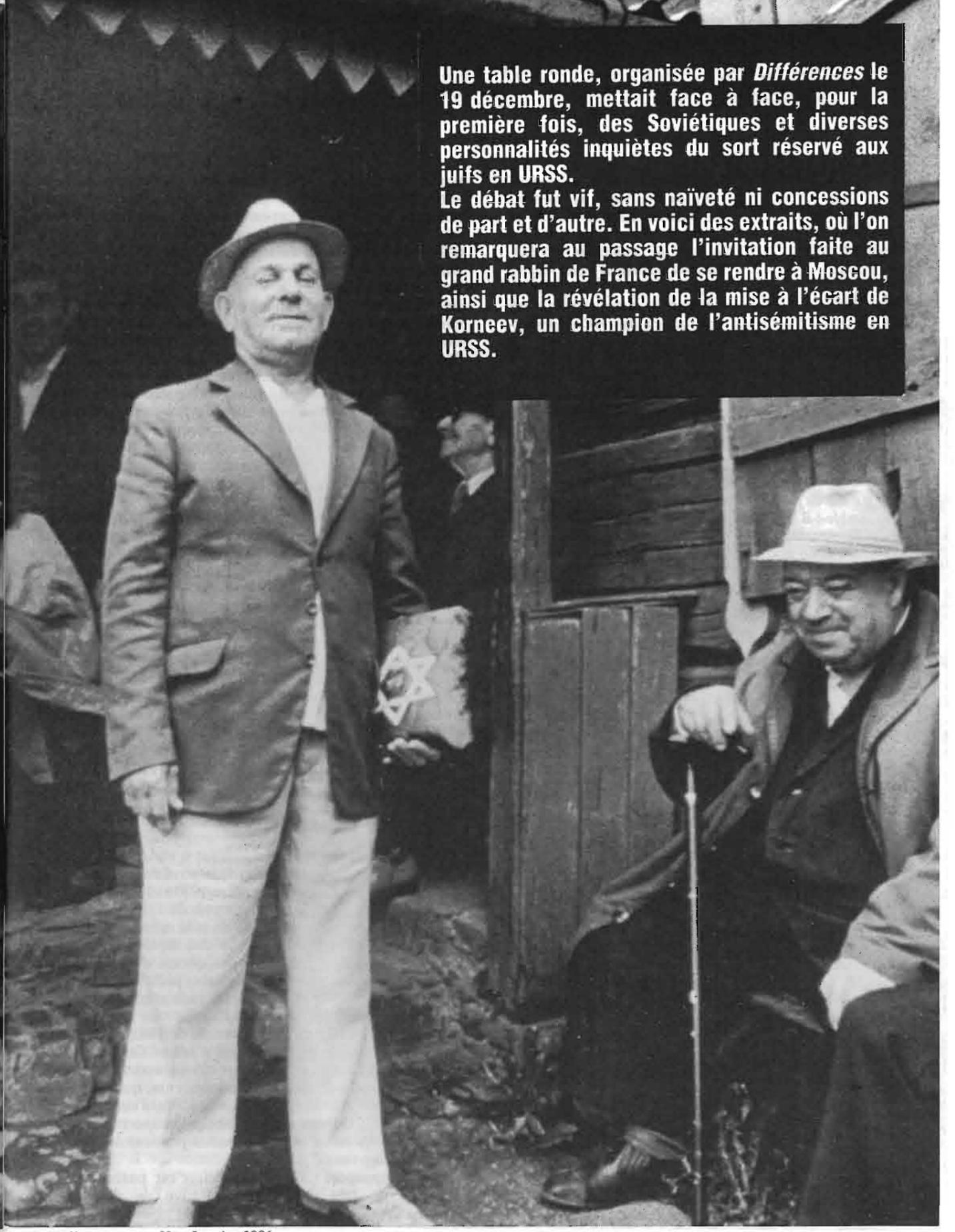
Les crues ont renversé le bac et tué vingt personnes

SOS/ESF, 56, rue de Tocqueville
75017 Paris. Tél. : 43.80.80.80. CCP
n° 123456 X.

ODILE AMBRY

JUIFS D'URSS

MODAR/MAGNUM



Une table ronde, organisée par *Différences* le 19 décembre, mettait face à face, pour la première fois, des Soviétiques et diverses personnalités inquiètes du sort réservé aux juifs en URSS.

Le débat fut vif, sans naïveté ni concessions de part et d'autre. En voici des extraits, où l'on remarquera au passage l'invitation faite au grand rabbin de France de se rendre à Moscou, ainsi que la révélation de la mise à l'écart de Korneev, un champion de l'antisémitisme en URSS.

TABLE RONDE

ES JUIFS EN URSS

Différences : Les citoyens juifs d'Union soviétique se sont vu attribuer lors de la Révolution de 1917, la nationalité juive. Ce concept de nationalité est doublement inhabituel : par rapport à la conception française de nationalité, et par rapport aussi aux autres nationalités soviétiques, fondées sur l'appartenance à un territoire et une langue. Le Birobidjan comptant trop peu de citoyens juifs pour constituer une référence, il faudra s'interroger sur la définition de

la nationalité juive et ses critères. Qui est juif ? Que signifie pratiquement l'appartenance à cette nationalité ?

Une approche chiffrée nous semble aussi nécessaire : combien y a-t-il de juifs en Union soviétique ? Pourquoi leur nombre semble-t-il marquer une continuelle diminution ? Quelle est la répartition géographique de la population juive en URSS ? Peut-on parler de communauté, de groupe ou de population ?

Quelle approche socio-économique peut-on faire de la population juive (secteurs d'activité, composantes sociales, moyennes d'âge, etc.) ?

Le fait que la nationalité juive apparaisse sur les papiers d'identité ne peut-il favoriser l'antisémitisme d'ordre privé, par exemple, quand une personne antisémite en prend connaissance ? Cette distinction ne peut-elle, d'autre part, favoriser, officiellement ou non, la pratique de quotas ou de discriminations dans des entreprises, des institutions ou des universités, comme certains l'affirment ?

Samouil Zivs : Ce premier dialogue ne va sans doute pas aboutir à convaincre tout le monde. Mais les faits reflètent la réalité. C'est pourquoi nous tâcherons de vous donner le plus de faits possibles, en mettant de côté les passions.

Sur cette première série de questions, commençons par quelques chiffres : il y a 1 811 000 juifs en Union soviétique, soit 0,69 % de la population totale. Quant à leur répartition géographique, chacun se souvient du passé. Avant la Révolution, les juifs devaient vivre dans des zones limitées, qu'ils ne pouvaient quitter sans se convertir, ou accéder à la guilde des marchands. En 1918, après l'abolition de ces restrictions, ils se sont répartis sur tout le territoire. Il y en a 500 000 à Moscou, 700 000 pour toute la république de Russie, 600 000 en Ukraine, le reste dans les autres républiques. Dans les mass media français, on annonce 3 000 000 de juifs, je n'ai jamais compris pourquoi.

La nationalité juive ? Elle est difficile à comprendre pour qui est habitué au concept français de nationalité, qui correspond pour vous à la citoyenneté. La nationalité, en URSS, est le reflet du caractère particulier de notre pays, elle sert à tenir compte des différences, chaque nationalité regroupe les citoyens d'une même ethnie, et elles sont plus de cent. Avant la Révolution, il n'y avait que deux sortes de sujets du tsar, les « Russes orthodoxes » et les « appartenant à une autre religion », dont les droits étaient

limités de façon variable. C'est vrai que la majorité des nationalités sont liées à un territoire ou une langue, mais on trouvera des juifs à tel ou tel poste de responsabilité dans toutes les régions.

S'il y a cinq ou dix fois plus de juifs à Moscou qu'à Birobidjan, c'est qu'ils l'ont choisi ainsi, au nom de la liberté de circulation.

La nationalité juive apparaît sur les papiers d'identité, comme le passeport, qui correspond à votre carte d'identité. Mais elle apparaît comme toutes les autres nationalités, et cela ne crée de problème à personne. Les juifs sont représentés dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et politique. Ils sont en tête de toutes les nationalités pour le niveau d'études, et représentés aux postes de haut niveau dans la proportion de 10 à 30 fois plus que leur importance numérique dans la population. Il y a, par exemple, 4 200 professeurs agrégés de nationalité juive, pour 3 600 en 1970. Le nombre d'étudiants dans les universités augmente.

Aviva Koutchinsky : Je me dois, avant tout, de faire une mise au point. Je suis présidente du Comité de solidarité avec les juifs d'Union soviétique. Notre tradition recommande de tout tenter pour survivre, d'aller jusqu'au dialogue avec ceux qui, comme vous, je pense, mettent en danger une communauté. Je suis très proche des refuzniks et je suis venue dans le seul espoir de l'amorce d'un débouché. Pour reprendre ce que disait M. Samouil Zivs, je rappelle quelle expérience tragique a été la tentative d'instauration d'un Etat juif au Birobidjan. Je signale aussi ce fait : il n'y a aucun étudiant juif dans les facultés de médecine à Moscou et à Leningrad.

Aviva Koutchinsky : « Lev Ovichtcher vit comme un paria parce qu'il a voulu émigrer. »

Pierre Krausz : Je releverai, quant à moi, deux points. D'après les statistiques officielles soviétiques, qui sont anciennes, et je m'en excuse, entre 1970 et 1974, le nombre d'étudiants en URSS a augmenté de 3 %. Celui des étudiants juifs a baissé de 18 % dans la même période. On a remarqué une baisse de 43 % des diplômés juifs. Ma question est celle-ci : y a-t-il des quotas d'entrée et des examens sur mesure pour les étudiants juifs ? D'autre part, en ce qui concerne les rapports des juifs avec le reste de la population, outre les écrits des Korneev sur lesquels nous reviendrons (en particulier cet article de 1981 où il affirme que la majeure partie des ventes d'armes dans le monde sont le fait des banquiers juifs), je cite un manuel d'histoire contemporaine à destination d'adolescents, qui dit : « Les Juifs ne sont pas un peuple ancien, ils n'existaient pas auparavant (...). Depuis, ils ne font qu'accaparer le pouvoir (...). Les juifs ne se sont pas battus pendant la guerre. » Qu'en pensez-vous ?

Roland Rappaport : Si je suis ici, c'est parce que j'ai participé de très près à la tentative de défense de Chtcharanski, avec le soutien du MRAP. Nous n'avons pas

encore abouti. Les chiffres que vous donnez quand au succès des juifs dans les divers secteurs de la vie soviétique sont sans doute justes. Mais comment expliquez-vous que 272 000 citoyens juifs aient quitté le pays, et que des dizaines de milliers de demandes de visa soient en instance ?

Samouil Zivs : Sur les quotas pour les étudiants, je veux vous raconter une anecdote. Le 7 novembre 1983, le **Monde** a publié un article où il disait que dans telle université, il n'y avait pas de juifs. Il y avait deux moyens de répondre. Ou bien écrire au directeur du **Monde** et de dire que c'était faux. Ou bien se rendre à l'université, demander à rencontrer les étudiants juifs qui y sont inscrits et leur traduire l'article. Ce que j'ai fait. Une quinzaine d'entre eux ont écrit au **Monde**, qui a d'ailleurs publié la lettre, mais en omettant de porter les noms, à consonance juive, des signataires. Pas d'étudiants juifs à Moscou et Leningrad en médecine ? Je suis sûr que c'est faux, et qu'il y en a beaucoup. Il n'y a pas de quotas à l'université. Et si les étudiants se rassemblent souvent par nationalité pour préparer les examens, ça ne signifie pas qu'il y ait des examens de niveau différent. Le nombre global des étudiants augmente plus vite que le nombre d'étudiants juifs, c'est pourquoi la proportion de ces derniers a diminué ; c'est une question de nombre. Et s'il n'y avait pas un afflux permanent d'étudiants juifs dans nos universités, comment aurions-nous tant d'éminents savants juifs. Regardez ce journal (**M. Zivs tend la Pravda** du 7 novembre 1985). A chaque fête nationale, le journal publie la liste des lauréats d'Etat de l'année. Ecoutez tous ces noms (**M. Zivs** énumère les noms à consonance juive).

Aviva Koutchinsky : Lev Ovichtcher a eu quinze médailles soviétiques, et maintenant, il vit comme un paria parce qu'il a voulu émigrer.

Samouil Zivs : Une médaille et être lauréat d'Etat, ce n'est

De gauche à droite : Samouil Zivs, professeur de droit à Moscou, le grand rabbin Adolphe Chayevitch, Aviva Koutchinsky, présidente du Comité de soutien aux juifs d'URSS et Pierre Krausz, responsable de la Commission antisémitisme du MRAP.



pas pareil. Quant à Korneev, il s'agit d'une erreur de traduction. C'est impossible de publier ça en URSS. De plus, Korneev a commis des erreurs terribles, que j'ai dénoncées en 1981.

TABLE RONDE

ES PRATIQUES RELIGIEUSES

Différences : La Constitution soviétique garantit à la fois la liberté de culte et la liberté de propagande antireligieuse. Dans ce cadre, il faut s'interroger sur la pratique religieuse des juifs en URSS. Est-elle soutenue, suit-elle une courbe montante ou descendante qui soit comparable à celle des autres religions en URSS, ou à celles d'autres pays industrialisés où l'on assiste à une désaffection des pratiques religieuses ?

Nous nous interrogeons sur les facilités offertes aux juifs pour vivre leur foi. Nous savons que trois universités enseignent l'hébreu. Mais l'enseignement ordinaire de l'hébreu et de ses rudiments, en particulier aux enfants, est-il autorisé et encouragé dans les villes où vivent les juifs ? En quels lieux, dans quelles conditions peut-il se dérouler ?

La publication des ouvrages religieux en hébreu est-elle assurée ? Les synagogues sont-elles assez nombreuses ? Le fait qu'aucun séminaire ne soit à même de former les rabbins sur le territoire soviétique est-il compatible avec le maintien de l'activité religieuse ? Peut-on trouver aisément de la nourriture cachère ?

Quelles sont les relations de l'importante communauté juive soviétique avec les communautés des autres pays ?

Le grand rabbin de France, M. Sirat, déclare n'avoir jamais eu la possibilité de rencontrer les autorités religieuses soviétiques. Cela est-il souhaitable ?

Le grand rabbin Adolphe Chayevitch : Comme représentant de la partie religieuse de notre délégation, je peux vous parler de la pratique religieuse des juifs en URSS. Je suis né dans le Birobidjan. J'ai été formé à Moscou puis à Budapest, où j'ai terminé le séminaire en 1980, depuis je travaille à Moscou.

Les livres religieux sont imprimés à Moscou, comme la Thora bilingue, en hébreu avec traduction en russe (il montre plusieurs livres religieux). Chaque année, nous éditons un calendrier hébraïque. Nous fabriquons le pain azyme de Pâques dans la communauté. A Moscou, comme dans d'autres synagogues, travaillent des sacrificateurs rituels pour la viande cachère. Il y a aussi dans ma synagogue le bain rituel. Je ne saurais vous dire exactement combien de gens viennent, nous ne comptons pas, mais par exemple avant les fêtes du Nouvel An, les 1 100 places de la synagogue sont toujours prises. Chaque jour, viennent à peu près 70 à 80 personnes à la synagogue, de 200 à 500 le samedi. Pour les grandes fêtes religieuses, synagogues et rues avoisinantes sont pleines, les jeunes gens dansent, c'est très beau.

Je discute à la synagogue avec tous ceux qui viennent me voir, je connais bien leurs problèmes. J'en connais qui vivaient chez nous et sont désormais en Israël et aux Etats-Unis. Je ne veux pas parler de façon péremptoire. Parmi tous ceux qui sont partis, aucun ne prétend que ce

soit pour des raisons religieuses. Je peux dire, en toute responsabilité, que chaque personne qui veut pratiquer la foi juive en a la pleine possibilité. Je comprends votre méfiance, mon devoir n'est pas de vous convaincre immédiatement de mon point de vue. Peut-être qu'en allant à Moscou on voit mieux les choses, on est plus convaincu.

Un des buts de mon voyage était de rencontrer M. Sirat, le grand rabbin de France. Il a dû partir à cause de ses obligations. Pour des raisons que vous connaissez, le grand rabbin de Paris n'a pas voulu me recevoir. C'est regrettable. Je les invite à Moscou. Je leur garantis un accueil bien meilleur que celui que j'ai reçu à Paris en tant que rabbin. Ici, vous pensez qu'on me contrôle, mais je fais ce que je veux, je parle à qui je veux, notre synagogue est ouverte à tous.

Pierre Krausz : J'ai trois questions à ajouter : quel est le rôle exact de la section « judaïsme » du comité d'Etat des Cultures ? Sur les lieux de culte : M. Marc Feldmann avait réuni chez lui en 1983 un groupe pour la prière du Chabbat ; le KGB a débarqué et a signifié aux participants qu'on ne devait pratiquer le culte qu'à la synagogue ; les participants se sont vu infliger quinze jours de prison. Troisième question, sur l'hébreu : je cite le livre blanc sur les juifs d'URSS qui nous a été remis lors de notre rencontre récente avec M. Zamiatine : « L'étude de l'hébreu permet une préparation idéologique sur des bases nationalistes, mais aussi une préparation originale à une possible adaptation en Israël » ; quand M. Begun a été arrêté, on a confisqué chez lui des documents sur l'histoire juive ; enfin, il n'y a pas de journaux en hébreu en URSS, même le journal du Parti communiste israélien n'est pas en vente. Qu'en pensez-vous ?

Roland Rappaport : « Nous ne sommes pas prêt à accepter que l'on nous peigne tout en couleurs vives »

Alexandre Adler : Pour ma première intervention, je ferai aussi une remarque préalable. Je viens ici avec un esprit constructif. On peut polémiquer, mais si les Soviétiques veulent dialoguer, dialoguons.

Je prendrai deux points de comparaison qui se situent en URSS et dans un autre pays de l'Est, pour garder les proportions. En Hongrie, le grand rabbin est membre du parlement. L'accès à l'enseignement religieux y est beaucoup plus large, et l'hébreu largement diffusé. Pourquoi pas en URSS ? Deuxième exemple : les imams, des autorités religieuses musulmanes, en URSS, peuvent faire le pèlerinage de La Mecque et des stages de formation. Est-ce possible pour les autorités religieuses juives ? Ces mêmes dirigeants musulmans appartiennent au Soviet des nationalités. Pourquoi pas la même chose pour les juifs ?

Roland Rappaport : Aucun de nous n'est prêt à accepter que l'on nous peigne tout en couleurs vives, en nous

montrant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. J'aimerais que le rabbin nous dise s'il y a des difficultés, des retards, de son point de vue.

Adolphe Chayevitch : Sur le Comité des religions auprès du Conseil des ministres de l'URSS, je soulignerai que cette instance permet, dans un pays où la religion est séparée de l'Etat, d'avoir un interlocuteur pour les problèmes qui se posent à nous sans avoir de contact direct avec l'Etat. C'est avec le Comité que nous réglons tous nos problèmes matériels. Pour Marc Feldman, je ne connais pas ce fait, mais selon la loi en URSS, je peux vous dire qu'on peut prier hors de la synagogue. Des réunions de prières dans des appartements ont lieu là où il y a une petite communauté. Mais ces réunions doivent être déclarées officiellement au Comité des affaires religieuses. Je suppose que la réunion de M. Feldman n'était pas déclarée.

Samouil Zivs : C'est la loi.

Roland Rappaport : Il faut changer la loi.

Samouil Zivs : Peut-être, peut-être.

Guerman Golovko : Cette autorisation préalable, c'est pour éviter la prolifération des sectes, qui étaient traditionnelles en Russie, et qui ont parfois des comportements inhumains.

Aviva Koutchinsky : Les prisonniers de Sion n'ont pas droit, en Union soviétique, à la nourriture cachère en prison ; le livre de prières de Yossif Begun lui a été confisqué dans sa prison. Autorisez-vous la communauté juive de France à aider ces prisonniers à accomplir ce commandement ? En tant que rabbin, il me semble que vous devriez tout faire pour qu'on leur rende leurs objets de culte. Un rabbin ne doit-il pas réagir quand un juif est calomnié ? Nathan Virshovski a emprunté un livre à la synagogue et a été condamné pour détournement de bien public et emprisonné. Qu'avez-vous fait ? Et, par ailleurs, combien célébrez-vous de mariages religieux ou de bar-mitzva ?

Adolphe Chayevitch : Concernant la question de M. Adler, je connais bien la situation en Hongrie, la situation y est

Les juifs peuvent-ils vivre leur foi librement ? Oui, répond le grand rabbin de Moscou, mais le problème antisémite se pose comme partout ailleurs. « Mais, je ne peux quand même pas sortir dans la rue et crier "liberté à Chtcharanski !" »



NODAR/Magnum

Un baptême.

TABLE RONDE

favorable et c'est bien comme ça. Le grand rabbin est membre du parlement, il y a cela aussi en Israël ou aux Etats-Unis. C'est parce qu'il y a des systèmes économiques, politiques différents, des traditions différentes. Je ne veux pas parler de ce qui se faisait avant mon arrivée. J'ai recueilli l'héritage et je m'attache à ce que chaque croyant puisse vivre selon la Thora, s'il le désire.

Les musulmans qui vont à La Mecque, c'est bien. J'ai eu plusieurs fois la possibilité d'aller en Israël, si quelqu'un m'avait invité là-bas. Mais il n'y a pas de relations diplomatiques entre nos deux pays.

C'est bien de dire ce qui va bien, mais il serait faux de dire qu'il n'y a pas de problèmes. Ils existaient et malheureusement ils ne disparaissent pas. Il y a des antisémites en URSS. On ne met pas de bombes dans les synagogues comme chez vous, mais il se passe des choses qui suscitent l'indignation, pas seulement des juifs. Il y a des conflits entre les nationalités, et parmi ceux-là des manifestations d'antisémitisme.

La grande majorité de la population juive n'est pas religieuse. Cela m'émeut en tant que rabbin. Je comprends chaque personne qui peut, ou veut, vivre ici ou en URSS. Je suis pour le droit au regroupement familial. Je regrette que des jeunes soient partis, aient quitté ma synagogue. Je pense que beaucoup de ceux qui sont partis auraient pu aider les juifs soviétiques, plus qu'en partant à New York et à l'étranger faire du commerce.

Je fais très peu de barmitzva, et sur vingt mariages, il y en a quinze qui se font sur l'insistance des grands-parents. J'en suis préoccupé. Mais je ne peux pas sortir dans la rue et tirer les juifs à la synagogue, ou crier *Liberté à Chtcharanski*, nous avons des gens qui s'occupent de leurs problèmes.

Adolphe Chayevitch : « La grande majorité de la population juive en URSS n'est pas religieuse »

Je vous suis très reconnaissant de me conseiller de m'occuper plus d'eux et de faire des actions concrètes. Mais en tant que rabbin, j'ai déjà tant de problèmes que j'en suis parfois désespéré. J'ai commencé mes études tard, l'étude me prend trop de temps et la religion veut que je ne donne que des conseils compétents.

Samouil Zivs : Nous ne sommes pas à une instruction, mais à une table ronde. Le judaïsme en URSS n'a pas de statut ni privilégié, ni discriminatoire. Il n'y a pas non plus de prélat catholique dans les députés, mais on a le plus grand respect pour les dignitaires religieux.

Oui, il y a en fait une interdiction des objets du culte dans les prisons, mais pas seulement pour les juifs. C'est différent de certaines législations internationales, mais c'est comme ça et je ne peux rien vous en dire de plus.

Sur Virshovski, il a été arrêté pour vol, les cinq livres étaient très précieux. C'est la communauté religieuse qui a porté plainte. Je suis allé sur place à Kiev pour négocier, mais ils ont maintenu leur plainte, déposée par le président de la communauté.

LES ACTIVITES CULTURELLES

Différences : 20 % des juifs soviétiques déclarent le yiddish comme langue maternelle. Ce pourcentage est largement supérieur à celui des autres pays européens. Comment la culture juive se perpétue-t-elle ? Nous savons que beaucoup de publications sont éditées au Birobidjan. Peut-on se les procurer aisément ailleurs ? Le Birobidjan est-il le centre unique ou essentiel de la culture yiddish ? Qu'en est-il du théâtre, des films, etc. ?

Comment les juifs d'Union soviétique vivent-ils leur judéité ? En dehors des communautés confessionnelles, existe-t-il des associations culturelles non religieuses, où les juifs peuvent se rencontrer et perpétuer leur culture ? On parle parfois de renaissance de l'identité juive en Union soviétique. Est-ce le cas, et est-elle encouragée ?

Samouil Zivs : Il n'y a pas de kaddish pour le yiddish (1) en URSS, bien que sa pratique décline dans la population juive. Shalom Aleïchem est publié en 24 langues en URSS, 542 éditions de ses livres ont vu le jour, l'ensemble atteint neuf millions d'exemplaires. Il y a quelques mois la télévision a présenté *Tévié le laitier*, avec le plus grand acteur soviétique, M. Oukanov, celui qui joue toujours le rôle de Joukov *le Violon sur le toit* est joué en yiddish par l'ensemble dramatique de Moscou. *Sovietische Heimland*, revue yiddish, publiée chaque mois. Il y a une imprimerie yiddish à Moscou. Nous produisons des abécédaires yiddish. Nous avons édité l'an dernier un dictionnaire académique russe/yiddish (il montre l'un et l'autre).

Il n'y a pas d'associations culturelles non religieuses, pas plus qu'il n'y en a pour les Ouzbeks ou les autres nationalités. Nous croyons qu'il est plus important que n'importe quel enfant de dix ans connaisse les paroles de chants yiddish.

En fait, dans les pratiques culturelles, on ne se pose plus la question de savoir si les auteurs sont juifs ou pas, il appartient à l'héritage soviétique, on a transgressé les barrières du ghetto psychologique.

L'hébreu n'est pas une langue parlée en Europe de l'Est. Le yiddish est une langue nationale, une langue maternelle. Les juifs de l'URSS et du monde parlent beaucoup de langues. D'ailleurs, s'il n'y avait pas l'hébreu, les juifs en Israël ne pourraient pas se comprendre.

Aviva Koutchinsky : Nous savons bien que le yiddish, malgré des périodes difficiles – on se souvient de Markich – est honoré en URSS. Mais, pour reprendre vos paroles, c'est miracle qu'il n'y a pas de kaddish pour l'hébreu. Begun et d'autres ont mis l'hébreu au centre de leurs revendications. Bien sûr, aucun texte n'interdit l'hébreu, mais on arrête ceux qui l'enseignent.

(1) Kaddish : prière des morts.

Roland Rappaport : A partir du moment où 20 % de juifs déclarent le yiddish comme langue maternelle, il nous semble impossible de nous satisfaire du fait qu'il n'existe aucune association non religieuse. C'est un problème qui se pose dans le cadre de la revendication de leur identité par les juifs. Quelle possibilité ont-ils d'apprendre, de produire, de transmettre leur propre culture, dans l'autonomie et avec des moyens suffisants ?

Alexandre Adler : Un de vos auteurs disait en 1950 qu'il fallait, en littérature, substituer à la dialectique du bien et du mal celle du bien et du meilleur. Ne peut-on suivre cela, et se poser la question de la revendication identitaire juive dans un pays où l'assimilation a été très forte. Peut-être faudrait-il songer, comme dans beaucoup d'autres pays industrialisés, à une culture juive, laïcisée et russophone, comme forme moderne d'une conscience juive.

Samouil Zivs : Mme Koutchinski, vous avez évoqué Markich. Sa mort est une grande tragédie, ainsi que pour tous ceux qui sont morts sous Staline. Une grande tragédie, reconnue depuis longtemps.

Pour l'hébreu : les gens que vous appelez les « prisonniers de Sion », c'est une liste que les organisations internationales établissent à vingt et un noms, et parmi elles, des personnes jugées pour les délits les plus divers. Il n'y a aucun professeur d'hébreu condamné parce qu'il enseignait l'hébreu. Virshovski a été condamné pour vol de livres, pas parce qu'il était croyant. Il y a des tas de savants qui font des travaux avancés sur l'hébreu en URSS.

Aviva Koutchinsky : Je ne veux pas être savante, je veux pouvoir apprendre l'hébreu sans aller en prison. Je ne veux pas être marginalisée parce que j'ai exprimé mon désir d'immigrer. Je ne peux admettre que le théâtre juif de Leningrad soit fermé, son directeur matraqué à plusieurs reprises.

Samouil Zivs : Si je veux apprendre l'hébreu, je le fais à l'université ou je le fais chez moi. Mais, si j'organise à propos des cours d'hébreu des Oulpan, des services clandestins, si je me sers de l'hébreu pour d'autres problèmes, alors ça devient autre chose.

L'hébreu n'est bien sûr pas interdit, mais peut-on l'enseigner ?



DE ANDRADE/Magnum

Un immigré à son arrivée à Tel-Aviv.

Le présent compte rendu est forcément incomplet. Citons simplement l'intervention de Pierre Paraf, président d'honneur du MRAP, qui a fait part des impressions recueillies lors de trois voyages en URSS, en 1931, 1947 et 1970.

TABLE RONDE

Sur le point des associations culturelles. Chez nous, on ne fait pas d'associations, on fait autrement, il y a des cercles, des troupes d'artistes amateurs yiddish qui sillonnent le pays. C'est notre spécificité, une autre façon de s'organiser. Oui, M. Adler, vous avez raison, il nous faut adopter la dialectique du bien et du meilleur.

ES VOYAGES A L'ETRANGER

Différences : Le nombre des autorisations de voyage à l'étranger et de visas d'émigration s'est considérablement réduit ces dernières années. De plus de 50 000 visas accordés en 1979, nous en sommes à 800 pour les neuf premiers mois de l'année 1985. Plusieurs milliers de demandes restent en suspens, dit-on. Quels sont les critères d'attribution de ces visas ? La courbe d'attribution des visas semble suivre le mouvement des relations Est-Ouest, et celui des

événements du Proche-Orient. Est-ce un hasard ? Les personnes qui se voient refuser un visa d'émigration sont souvent marginalisées dans la société : elles perdent leur emploi ou y renoncent, n'ont pas d'espoir de promotion ; elles sont l'objet de virulentes campagnes hostiles ; elles peuvent rencontrer des problèmes de logement, d'études pour leurs enfants. Comment éviter cette marginalisation qui finit par mettre ces personnes en contravention avec les lois ? L'URSS est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et a ratifié le Pacte international des droits de l'homme. L'une et l'autre affirment : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » Nous savons que, partout dans le monde, la libre circulation des personnes se trouve limitée pour des raisons politiques ou économiques.

Mais quand un individu s'estime lésé dans l'application d'un des droits définis par les textes de l'ONU, il peut avoir recours à une juridiction internationale créée à cet effet. Les refusniks ont-ils accès à ce recours ?

Pierre Krausz : Je voudrais apporter quelques précisions à ces questions. Je cite un texte de M. Zivs : « Actuellement, l'absolue majorité de ceux qui souhaitent partir l'ont fait. »

Alexandre Adler : Le gouvernement soviétique a dit qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que les juifs partent en Israël. Quels moyens nouveaux, quels nouveaux circuits compte-t-il mettre en place ?

Samouil Zivs : 272 000 juifs sont partis depuis la fin de la guerre, en grande majorité pour des raisons familiales. Je ne reviendrai pas en détail sur les terribles déplacements de population opérés par la Seconde Guerre mondiale. Je dis que 98 % de ceux qui ont voulu partir l'ont fait. Il y a des personnes qui n'ont pas la permission de partir, en particulier pour des raisons de secret d'Etat. Le professeur

Lerner, son cas est connu, était chef de département dans la recherche spatiale, une fonction sensible, où il était en possession de beaucoup de secrets.

Alexandre Adler : Dix ans après, ça m'étonnerait...

Samouil Zivs : Vous n'êtes pas spécialiste, moi non plus. Mais Azbel a pu partir parce qu'une commission d'experts, et non pas l'Etat, a décidé que l'évolution technologique était à un tel stade que les informations qu'il possédait devenaient caduques. Essas a pu partir ces jours derniers. M. Gorbatchev déclare que l'URSS va examiner les cas dans un esprit humanitaire. Rien ne permet de douter de ce qu'il a dit.

Mais j'ai lu un numéro récent d'un journal français, *la Vie*. On y dit que 400 000 personnes ont posé une demande de visa. Même les services israéliens ne parlent jamais de plus de 50 000 accueils possibles. Il faut simplement comparer le nombre de départs effectués, et le nombre de demandes à l'OVIR en suspens.

Alexandre Adler : Quel chiffre de demandes en suspens donnez-vous ?

Samouil Zivs : Pas plus de 4 000, moins de 2 % par rapport aux demandes satisfaites. Dans le questionnaire, je ne peux accepter qu'on dise que les départs suivent la courbe des relations Est-Ouest. C'est prendre le juge soviétique pour une machine, c'est inadmissible. Et qu'est-ce que ça veut dire être marginalisé ? Un juif qui a demandé à partir ne perd pas son logement.

Quant aux juridictions internationales, l'URSS a signé les deux textes cités, mais l'un des articles prévoit des restrictions en ce qui concerne la sécurité nationale. Elle n'a pas signé le protocole facultatif sur les juridictions internationales, mais présente chaque année un rapport, ce que les Etats-Unis, qui n'ont pas signé non plus, ne font même pas.

Samouil Zivs : « Vous prenez le juge soviétique pour une machine, c'est inadmissible »

Roland Rappaport : M. Zivs a donné pour exemple la situation de Marc Azbel. Information exacte, mais incomplète. Je l'ai rencontré. Jusqu'en décembre 1972, il était chef de section à l'Académie des sciences. Le 8 décembre 1972, il a demandé un visa. Dès qu'il a annoncé son désir, il a perdu l'ensemble de ses fonctions. Il est parti le 5 juillet 1977.

Pourquoi un professeur de hautes fonctions a-t-il voulu quitter tout cela en sachant les risques qu'il encourait ? Parce que, dit-il, même dans l'exercice de ses fonctions, et au contraire de ses collègues, il n'avait jamais eu la possibilité de répondre aux invitations étrangères. A chaque demande de voyage, on lui posait tant de contraintes qu'il lui semblait impossible de les surmonter. Chtcharanski, maintenant. Il est entré à l'université en 1966. En 1972, il a désiré émigrer. Sachant qu'on lui objecterait son travail de mathématicien, il a démissionné lui-même, prenant un autre travail, et menant une activité

publique dans un domaine sensible, celui du rassemblement de candidats à l'émigration. Il a été condamné pour espionnage dans un procès qui devait être public, mais que nous n'avons pu approcher. Quant à l'accusation, je vois mal, avec la vie publique qui était la sienne, comment il aurait pu espionner. Chtcharanski est maintenant en prison depuis de longues années. Quoi qu'il ait fait, est-il normal que son droit de visite, établi à une fois tous les six mois, lui soit régulièrement refusé ? Craint-on encore l'espionnage du fond de sa prison ? Le harcèlement infligé à Chtcharanski, qui est très soutenu ici, ne pourrait-il pas évoluer, comme la loi soviétique le permet, et s'acheminer vers une mesure de libération anticipée ?

Aviva Koutchinski : M. Zivs, je vous cite : « A présent, la réunification des familles est pour l'essentiel terminée. » Non, M. Zivs, j'ai ici un document (supplément à *Actualité Juive*, 30 septembre 1985) qui est un document flagrant. Vous y verrez des cas terribles de familles encore séparées. Zlepak, 16 ans d'attente, la famille Kulbak, Yosef Kahman, Leizgold, les filles de Mme Raskin, Ida Nudel, condamnée à quatre ans en Sibérie pour avoir mis à sa fenêtre un écriteau demandant un visa, Mme Osnis, privée de son fils depuis treize ans. Je ne vous dis pas que l'URSS a le monopole de l'antisémitisme, je vous dis seulement, M. Zivs : laissez sortir les juifs qui veulent vraiment partir. Vous nous parlez de secret d'Etat. Mais parmi ces gens, il y a des ouvriers. Un ouvrier chauffagiste détient-il des secrets d'Etat ?

Guerman Golovko : Je vois que vous êtes intéressé par le destin des juifs en Union soviétique et je peux comprendre votre intérêt. Mais peut-être savez-vous qu'il y a des juifs qui voudraient revenir en URSS et ne le peuvent pas. Avez-vous publié une ligne sur eux ?

Aviva Koutchinsky : Il est possible que ça existe, mais ce n'est pas le même problème. Ceux qui veulent revenir ont le choix. Ceux à qui on refuse de partir n'ont aucun choix.

Charles Palant : Je rappelle que M. Zamiatine, quand nous

Les personnes qui demandent à émigrer en Israël, et dont le visa est refusé, se voient souvent marginalisées socialement.



L'arrivée à l'aéroport de Jérusalem.

De Audrade/Magnum

TABLE RONDE

l'avons rencontré, s'était engagé sur deux promesses, celle d'une table ronde, qui a été tenue, et celle d'examiner la liste des cas. Nous attendons que cet engagement soit également tenu. Mais nous savons que toutes les questions posées ne trouveront pas de réponse aujourd'hui.

Samouil Zivs : Nous n'avons pas examiné la question comme je le souhaitais, en mettant face à face et sans passion le chiffre des départs et le chiffre des attentes. Tant pis. Mais sur Chtcharanski, je pourrais vous parler des heures de détails que vous ignorez ; ce n'est pas utile ici. Je retiens vos sentiments, ils trouveront à notre retour, je ne dis pas de résultats concrets immédiats, mais un reflet.

Différences : Depuis un certain nombre d'années, l'Union soviétique a renforcé sa lutte contre le sionisme. Il n'est pas question ici de discuter de la validité ou non de l'idéologie sioniste, ni de la politique de l'Etat d'Israël. Mais, sous couvert d'antisionisme, de nombreux textes nous sont parvenus dans la fin des années soixante-dix qui amalgament sionisme et judaïsme et reprennent des poncifs connus de l'antisémitisme : juif (ou sioniste) cosmopolite, cupide et avide de pouvoir, dominant la politique, l'économie, les médias, etc. Les autorités soviétiques ont-elle réagi à la publication de ces textes ? Leurs auteurs ont-ils été condamnés ?

A LUTTE CONTRE LE SIONISME

Plus récemment, nous avons eu connaissance de textes où le sionisme est assimilé au nazisme, où « les sionistes » sont rendus globalement complices des crimes hitlériens et assimilés par nature à l'extrême droite fasciste. N'est-ce pas là une généralisation inacceptable ?

Existe-t-il en Union soviétique des structures de lutte contre les manifestations de l'idéologie antisémite ? Et dans ce cas, quelle est leur action ?

Alexandre Adler : Quelques rappels. Jusqu'en 1926, le mouvement sioniste n'était pas interdit en URSS. Je constate qu'il y a eu là quelques années où les sionistes, d'ailleurs pour beaucoup engagés dans la Révolution, ont pu s'exprimer.

En 1948, très nombreux étaient, parmi les sionistes qui se battaient en Palestine pour la création d'un Etat, les amis de l'Union soviétique. Le premier ambassadeur d'Israël en URSS, Mme Golda Meir, fut chaleureusement accueillie. Jusqu'en 1952, les relations se sont dégradées, au moment le plus trouble de l'histoire de l'URSS. Les accusations portées dans ces années contre le sionisme ne seront plus reprises sous cette forme, mais depuis 1970, le sionisme apparaît, aux yeux des Soviétiques, comme une menace considérable contre les institutions soviétiques et la paix mondiale.

Ces accusations sont sans fondement. Le sionisme « d'éta-

blissement » disparaît peu à peu d'Europe occidentale, et d'URSS, au profit d'un sionisme définissable comme une sympathie naturelle des juifs pour un Etat d'Israël.

La confusion en URSS n'est-elle pas là ? D'autant que la communauté juive soviétique a une importance capitale dans le monde juif. Sous couvert d'antisionisme en URSS, on a voulu mettre en doute le patriotisme soviétique des juifs d'URSS, qui est pourtant puissant.

En n'imaginant pas qu'on pouvait éprouver à la fois sympathie pour l'Etat d'Israël et patriotisme soviétique, l'URSS s'est privée des nombreuses sympathies qui lui étaient acquises. L'URSS va-t-elle évoluer ? Limiter ses critiques du sionisme ?

Samouil Zivs : C'est l'essence du problème, peut-on être patriote et soutenir l'existence d'Israël. Certainement oui, et nous l'avons manifesté de 1948 à 1967. L'existence d'Israël et son droit à exister restent le point de vue officiel, et le point de vue de la population.

Alexandre Adler : « Sous couvert d'antisionisme en URSS, on a voulu mettre en doute le patriotisme soviétique des juifs d'URSS »

Pourquoi, dès lors, le refus du sionisme chez la plupart des juifs d'URSS ? C'est à cause des thèses israéliennes du « rapatriement », selon lesquelles le départ en Israël ne serait que le retour vers la vraie patrie. Ce sionisme-là, les juifs d'URSS dans leur immense majorité ne peuvent l'accepter, car cela nie leur enracinement dans l'histoire et la société de l'URSS. Les juifs d'URSS disent : « Nous n'appartenons pas à un autre peuple qui a une autre patrie, nous sommes soviétiques ». Mais il faut comprendre les juifs d'URSS quand ils s'entendent dire, comme dans la Vie : 300 000 juifs sont déjà partis, 400 000 voudraient partir, soit plus d'un tiers des juifs en URSS. C'est nier leur attachement à leur patrie.

Pour Korneev, j'ai déjà publiquement condamné ses erreurs, en particulier quand il affirme que le génocide n'a fait que deux millions de morts.

Roland Rappaport : Comme Faurisson. Mais Faurisson a été condamné en France. Or, on a encore édité Korneev en 1981. Editer un livre, en Union soviétique, c'est étatique.

Samouil Zivs : Si un Korneev trouve quelque part en URSS un éditeur aussi ignorant que lui de l'ampleur du génocide, ce n'est pas la faute de l'Etat soviétique, ni du comité antisioniste, qui, par ailleurs, s'est engagé dès sa création dans la lutte contre l'antisémitisme.

Pierre Krausz : Vous condamner Korneev ici. Y a-t-il moyen de le condamner à Moscou ?

Samouil Zivs : Sur le plan juridique, c'est difficile. Mais sur le plan social, il est déconsidéré et privé de ses fonctions.

Roland Rappaport : Ce n'est pas seulement une contestation des chiffres de l'holocauste, ce sont des écrits antisémites qui tombent sous le coup de la loi.

Samouil Zivs : Korneev a été licencié de son poste.

Alexandre Adler : C'est la première fois qu'on le dit. Depuis quand ?

Samouil Zivs : Deux ans, je crois.

Albert Levy : Ce qui me frappe dans ce problème, c'est la dramatisation qui se cristallise autour du sionisme en URSS : vous éditez des brochures, des livres, qui contiennent de violentes dénonciations du sionisme, mais nous ne trouvons pas une mobilisation aussi forte contre l'antisémitisme. Y a-t-il en URSS des monuments commémorant l'extermination des juifs comme le Mémorial du martyr juif inconnu que vous avez visité hier ?

Je prends acte de la condamnation de Korneev. Mais nous avons de nombreux documents émanant entre autres du Comité antisioniste, qui assimilent le sionisme au nazisme, ce qui est anti-historique. Certains sionistes ont collaboré avec les nazis dans les camps et les ghettos, mais aussi d'autres juifs qui n'étaient pas sionistes. Cela devient les sionistes, collaborateurs des nazis. Et l'on dérape parfois du sionisme au juif.

Dramatisation aussi sur l'émigration. Il y a des juifs qui veulent partir, on présente cela comme un drame, et ceux qui veulent revenir en URSS ont du mal à le faire.

Ne pourrait-on pas laisser ceux qui veulent partir faire leur expérience : voyager sans être condamnés, choisir ?

Si l'on discutait du sionisme au plan doctrinal, sans ces dramatisations et ce schématisme, un grand pas serait franchi...

Samouil Zivs : Vous parlez de dramatisation. J'ai lu dans une revue italienne récente : deux millions de juifs de par le monde voudraient rentrer en URSS, mais ne le peuvent pas...

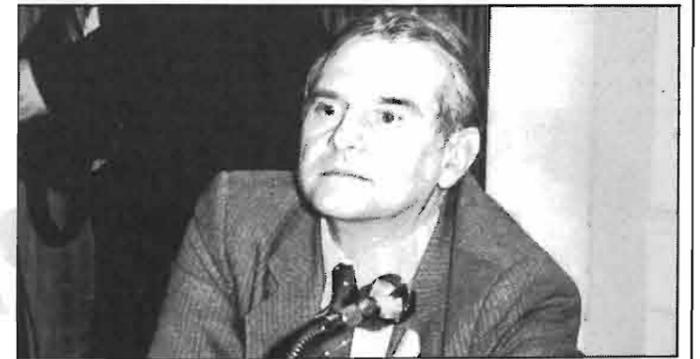
A propos du nazisme, nous avons dénoncé certains sionistes collaborateurs des nazis, mais nous ne faisons pas l'amalgame. Quant au monument, pour moi il n'y a pas de martyr juif inconnu, sa famille sait qui il est et comment il est mort. Plutôt que faire des monuments, peut-être faudrait-il ne plus faire la guerre.

Charles Palant conclut, rappelle que ce débat n'est qu'un début. D'autres rencontres seront nécessaires. Pourquoi pas à Moscou ? Les Soviétiques acquiescent.

LES PARTICIPANTS

Pierre Krausz, responsable de la commission antisémitisme et néonazisme du MRAP ; Roland Rappaport, avocat de Chtcharanski, Mme Aviva Koutchinski, présidente du Comité de soutien aux juifs d'URSS ; Charles Lederman, président de l'UJRE ; Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, Alexandre Adler, journaliste, spécialiste de l'URSS ; Adolphe Chayevitch, grand rabbin de Moscou ; Samouil Zivs, professeur de droit à Moscou ; Guerman Golovko, professeur d'économie politique à Moscou.

Le débat était présidé par Charles Palant, membre de la présidence du MRAP, les questions préparées par Jean-Michel Ollé, rédacteur en chef de Différences.



On reconnaît, de haut en bas, Alexandre Adler, Guerman Golovko, Roland Rappaport, Charles Palant. Cet article étant rédigé sur la base de notes, il peut comporter quelques imprécisions. Nous publierons incessamment les actes intégraux de cette rencontre. J.-M. O.

Jœuf, en Moselle

Une femme meurt à la sortie d'un commissariat. Et aussitôt, toutes les autorités de la ville organisent le silence, clament l'accident et organisent le non-lieu. Roland Passevant a enquêté.

MORTE PAR HASARD EN LORRAINE

Coron, coron, coron, et encore coron... Jœuf-Homécourt-Auboué, création pur de Wendel, une agglomération de Moselle qui a vécu, et est morte, de la sidérurgie. En janvier 1985, l'INSEE notait que près de 20 % de la population avait quitté la ville. Une opération région morte. Mais il n'y a pas que la sidérurgie qui meure en Lorraine. En août 1984, Ouardia Aoudache entre vivante au commissariat de Jœuf. Elle en sortira pour mourir, quelques heures plus tard. Probablement gazée, mais à la moderne, au gaz lacrymogène dans un vestiaire.

Il faut lire le livre que Roland Passevant consacre à cette affaire (1). Journaliste à TF1, il a enquêté au-delà de la

« simple bavure » et des complicités dans l'appareil judiciaire et policier pour la couvrir. La mort de Mme Aoudache y prend force de symbole : c'est toute une région qu'on asphyxie, une des plus énormes bavures économiques de ces vingt dernières années. Jœuf, comme toute la Lorraine, c'est un vieux pays d'immigration. Autrefois, des Italiens et des Polonais, puis des Maghrébins. Non pas qu'une origine étrangère « dédouane » automatiquement de tout racisme. Même si l'on est plus sensible au problème.

« Les Algériens, dit Lorenzo interviewé par Passevant, ils ne viennent pas chez moi. » Et s'il le déplore, il ne peut que constater : « On ne peut pas nier des oppositions de

mœurs, de culture, et un manque d'efforts pour arriver à plus de compréhension. De part et d'autre. »

Dans cette région de maîtres de forges, qui construisaient tout, du logement à l'église, pour leurs gens, où police et justice ont le réflexe de se méfier de l'ouvrier qui manifeste ou se rebiffe, on a sans doute pris l'habitude de penser plus à l'ordre qu'à la justice. Pour Passevant, il n'y a pas de doute : au commissariat de Neuilly-sur-Seine, Mme Aoudache ne serait pas morte, un soir de 15 août.

Que s'est-il passé ? Chaque moment de cette journée est bizarre. Au départ, il y a une police formée aux méthodes « Starsky and Hutch » de l'interpellation en haute voltige, queues de

une ville, une bavure

poisson et pistolets sur la temps des « suspects », c'est-à-dire, en gros, tous les jeunes de la région, et en particulier les frères Aoudache. Méthodes dont la virtuosité nécessite un entraînement quasi quotidien. Rachid : « Avant la mort de ma mère, j'étais contrôlé trois ou quatre fois par jour à Jœuf. » Une famille repérée, parce que les enfants en ont marre, et le disent, parce que leur mère les défend.

Puis, un ordre de perquisition, au nom d'un fils aîné, pour enquête sur un vol de bijoux. Le frère aîné a quitté la maison depuis quatorze ans, tout le monde le sait à Jœuf, y compris la police.

Pour perquisitionner les trois pièces du logement des Aoudache, un petit bout de maison collé au mur de l'enceinte de l'usine désaffectée, il y a ce 14 août 1984 pas moins de onze policiers, ce qui donne une densité de forces de l'ordre au mètre carré non négligeable. Brutalités, bousculades de la mère et des gosses, premiers jets de gaz lacrymogènes. Ce n'est plus une perquisition, c'est une expédition punitive. On embarque tout le monde, sauf les enfants les plus petits. Au commissariat, on enchaîne les aînés au radiateur, on jette la mère menottée dans un vestiaire. Encore des gaz, beaucoup de gaz dans le vestiaire, malgré les instructions du ministère de l'Intérieur qui proscrivent absolument leur emploi ailleurs qu'à l'air libre.

Quelques instants plus tard, c'est l'affolement. Seule dans son cagibi, Mme Aoudache a tenté, dérisoirement, de se suicider avec la cordelette de sa robe. On téléphone au juge, qui réclame sa libération immédiate. Un médecin passe, qui ne juge pas utile de la faire hospitaliser. Mme Aoudache sort du commissariat.

Elle est complètement sonnée, pieds nus. On l'a embarquée tout à l'heure, suprême délicatesse, avec une seule chaussure au pied. Il est près de minuit.

Elle refuse, on la comprend, de se faire raccompagner par ceux qui l'ont si bien traitée ces dernières heures. Elle part à pied, groggy, dans la direction opposée à celle de sa maison. Quelques centaines de mètres plus loin, elle s'écroule.

Du diabète qui ressemble plus à du gaz...

Une voiture de police, qui passait par là dit le rapport, mais probablement la suivait de loin, la ramasse et la conduit chez elle. Là, ça ne va pas bien. Elle finit par demander à sa fille d'appeler les pompiers, qui viennent. « Faites pas de chiqué » dit l'un d'eux à Mme Aoudache qui crache du sang. Elle meurt à une heure trente à l'hôpital, au matin du 15 août.

Premier rapport du médecin qui la reçoit, notant une forte odeur de gaz imprégnée dans ses vêtements, et c'est le début de la valse des officiels, et le verrouillage de l'affaire. Depuis, un peu partout, c'est le silence. « Morte de crise subite de diabète », veut dire la justice. Expertises mal ou vite faites, contre-expertises non demandées, policiers interrogés par leurs propres collègues, pas de reconstitution au commissariat, il faut lire le bouquin de Passevant pour comprendre comment, doucement, de pression en silence, d'autocensure en désir de calme, on s'achemine vers un non-lieu, une « mort par hasard », qui devrait être prononcé ces jours-ci (2).

Restent les petits enfants, le père, invalide du travail après 37 ans d'usine, et les frères aînés, dont Rachid, celui qui va en fac, qui a réussi, qui se bat avec Ahcène pour qu'on n'enterre pas leur mère une seconde fois.

Depuis le 15 août 1984 à Jœuf, le pourcentage de chômeurs, de divorces, a continué d'augmenter. On continue de démolir ce qui reste de l'usine Sacilor qui a fait vivre la ville après le règne de Wendel, dont on a déboulonné la statue sur la place.

Retrouvons Lorenzo, l'Italien venu à Jœuf, il y a longtemps : « Je sais qu'un jour, un chauffeur du ramassage scolaire a fait descendre loin de chez lui un des fils Aoudache qui chahutait dans le car. Avec le fils d'une famille française, il ne l'aurait sûrement pas fait, par crainte de la réaction des parents. »

C'est probablement la même chose pour le commissariat de Jœuf. Ce sont sans doute des policiers comme les



autres, aussi mal formés que les autres. Sans doute avec des Français et ailleurs qu'en Lorraine, ils auraient mis plus de formes. Mais ici, c'est la crise, et les Aoudache sont arabes. □

Jean ROCCIA

(1) *Morte par hasard*, de Roland Passevant, éditions Liana Lévi, 31, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

(2) Et tant mieux si on se trompe...

PAS D'ECOLE

M. Mohamed Arbane voit ses trois enfants refusés à l'inscription dans les écoles de Montfermeil, par suite d'une décision municipale. Le maire de la commune estime qu'il y a trop d'immigrés chez lui. Bien que se sachant en contradiction formelle avec la loi, qui oblige que tout enfant de six à seize ans soit scolarisé en France, le maire annonce dans une conférence de presse qu'il n'y a pas lieu de faire toute une histoire du cas Arbane, puisque l'inscription a déjà été refusée à... trente-trois enfants de nationalité étrangère. Plainte est déposée par le MRAP (30 novembre).

ATTENTION

Après avoir longuement exposé le programme du RPR, Charles Pasqua, président de ce groupe au Sénat et invité des jeunes dirigeants d'entreprise membres du Maxim's Business Club conclut : « Les immigrés ne sont pas ici chez eux. Ils sont chez nous. Nous n'avons pas à nous plier à eux, mais eux doivent respecter nos lois. » (2 décembre).

LUNETTES NOIRES

Le général Jaruzelski en visite à Paris pour un séjour de vingt-quatre heures au cours duquel il s'entretient avec le président de la République. Le Premier ministre se dit troublé, le président affirme que cette visite est normale (3 décembre).

FASSBINDER

La pièce de Werner Fassbinder est autorisée à être jouée. Elle avait été interdite un mois auparavant parce que jugée antisémite (6 décembre).

NEGLIGENCES

Six policiers turcs, accusés d'avoir torturé à mort un suspect, sont condamnés à trois mois de prison chacun, non pour avoir torturé leur victime, mais pour avoir fait preuve de « négligence » en laissant le cadavre dans les locaux du commissariat de police de Mardin, près de la frontière syrienne. D'autre part, le gouvernement turc annonce que 450 policiers et soldats ont été condamnés à des peines de prison depuis le

coup d'Etat militaire de 1980 pour avoir torturé des prisonniers. Ces sanctions sont jugées insuffisantes par les cinq pays européens - dont la France - qui avaient déposé une plainte contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme (6 décembre).

AIDES

Une délégation du Secours populaire français arrive à Paris après un séjour en Tanzanie. Pour Gisèle Bosquet et Thierry Gombeaud, il s'agissait de déterminer les formes d'aide à apporter aux familles noires ayant fui l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux victimes de l'apartheid dans le pays même (7 décembre).

ASSOCIATION

L'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri-Lanka, le Népal, le Bhoutan et la république des Maldives créent une association d'Asie du Sud pour la coopération régionale. Objectif : améliorer l'entente entre les pays et lutter contre la pauvreté (9 décembre).

COLLOQUE

Vif succès du colloque du MRAP sur les problèmes actuels soulevés par les campagnes sur ou contre l'immigration. On a parlé égalité des droits, identité nationale, démographie, prestations sociales (9 décembre).

ONU

Journée internationale des droits de l'homme à l'initiative de l'ONU. L'assemblée générale des Nations unies à New York adopte une convention internationale contre l'apartheid et toute discrimination raciale dans les sports. Elle a demandé au conseil de sécurité de l'ONU de prendre des mesures imposant des sanctions économiques à l'égard du régime raciste d'Afrique du Sud et demandé la convocation en juin 1986 d'une conférence mondiale sur les sanctions contre Pretoria. La France s'est abstenue lors des trois scrutins, avec les Etats-Unis et une vingtaine de pays occidentaux (10 décembre).

GAFFE ?

« L'OLP n'est pas représentative de l'ensemble du peuple palestinien », déclare Roland Dumas, ministre des Relations extérieures, à l'issue d'une visite officielle de deux jours en Israël (10 décembre).

BOYCOTT

Plusieurs chaînes de grands magasins britanniques décident un boycottage des marchandises sud-africaines pour protester contre le régime de l'apartheid, à la demande de la Confédération des syndicats britanniques. Danemark : le Parlement danois vote à la majorité la rupture des relations commerciales avec l'Afrique du Sud (13 décembre).

PAS CONTENTE

L'Assemblée européenne adopte un texte commun du groupe communiste et apparentés et du groupe socialiste sur le respect de la souveraineté de l'Angola, condamnant toute aide qui serait accordée à l'UNITA (mercenaires soutenus par l'Afrique du Sud) par l'administration Reagan dans le but de déstabiliser un gouvernement reconnu internationalement (13 décembre).

SIDA

Lors d'un congrès à Francfort, l'association des médecins allemands « Prévenir le SIDA » réclame le tatouage d'une croix (gammée) sur le bas-ventre des porteurs de SIDA. « La chose assortie d'une interdiction de se déplacer dans la République ». Curieuse réminiscence (13 décembre).

ÇA MARCHE

Plus de trois cents manifestants d'une Marche pacifique pour la paix (plus de 2 000 kilomètres à travers l'Amérique centrale) quittent Panama à destination de Mexico. Les marcheurs se heurtent aux forces de l'ordre aux abords de la base américaine Howard. A Costa-Rica, le ministre de l'Intérieur Enrique Obregon interdit toute manifestation des marcheurs. Ceux-ci seront rejoints au Nicaragua par le révérend Jesse Jackson (13 décembre).

A VIE

La cour d'assises de Nicosie (Chypre) prononce son verdict dans le procès des meurtriers de trois israéliens tués le 25 septembre dernier dans leur yacht dans le port de Larnaca. Les trois meurtriers, deux Palestiniens et un Anglais, sont condamnés à la prison à vie (13 décembre).

OTAGES

« Je peux dire que j'ai une grande chance d'obtenir la libération des otages français avant Noël » :

Voilà l'engagement pris par M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal et ministre libanais de la Justice dans une interview réalisée le 29 novembre dernier et diffusée dans le cadre du magazine *Vendredi* sur FR3. Il s'abstient cependant, de fixer une date plus précise pour la libération de Kauffman, Seurat et des deux diplomates. Au même moment, un médecin français d'origine libanaise arrive à Beyrouth pour tenter une nouvelle médiation (13 décembre).

CHEROKEES

Mme Wilma Mankiller succède au chef Ross Swimmer à la tête de la nation cherokee qui compte 67 000 membres. C'est la première fois dans l'histoire des Indiens cherokee qu'une femme accède à ce poste de responsabilité (14 décembre).

TOUT ISLAM

Les deux millions de musulmans qui vivent en France cherchent à s'organiser. Cinq mille croyants venus de toute la France se rencontrent à Lyon sous la présidence du recteur de la mosquée de Paris, Cheikh Abbas, pour accélérer le processus de création d'un Comité supérieur islamique devant jouer le rôle d'interlocuteur des pouvoirs publics (14 décembre).

CADAVRE

Le cadavre de Mikel Zabalza, soupçonné d'appartenir à l'ETA militaire et arrêté par la garde civile est retrouvé flottant dans la rivière Bidassoa, au Pays basque. La famille et les amis de Mikel refusent de croire la thèse de la police selon laquelle « Zabalza s'était évadé le 26 novembre, faussant compagnie à trois gardes qu'il devait conduire à une cache d'armes de l'ETA militaire dans une zone montagneuse » (15 décembre).

RSA

Pour la première fois depuis le début de la vague de contestation, cinq noirs viennent d'être condamnés à mort par les tribunaux sud-africains. Au même moment, naissance de la première organisation juive sud-africaine qui s'oppose à l'apartheid. Les Juifs pour la justice sociale appellent, par une résolution, au remplacement du système actuel par « une société non raciale, démocratique et



Paris, 7 décembre : le départ à la Bastille, de la marche pour l'égalité des droits. Une semaine avant, on était parti de Barbès.



juste ». Cette nouvelle formation condamne toute ségrégation raciale, le maintien de l'état d'urgence et les détentions politiques (16 décembre).

PROTESTA

Le mouvement de protestation s'accroît vers ces derniers jours en Haïti, toujours dirigée à vie par le président Jean-Claude Duvalier. Arrestations et manifestations se succèdent. L'état de siège a été décrété, principalement dans le centre du pays. Une manifestation de soutien est organisée à Paris (20 décembre).

EN VRAC

Les enfants de couples séparés vivant en Algérie pourront passer Noël avec leurs mères restées en France. C'est le premier résultat des négociations enga-

gées depuis des mois, auxquelles le MRAP a pris une part très active (21 décembre). Deux attentats à Vienne et Rome font 18 victimes. L'OLP est mise hors de cause. Israël annonce des représailles. Ça continue (27 décembre). Une famille marocaine pend la crémaillère de son nouveau logement au Puy. Chacun sait qu'il s'agit là d'une coutume spécifiquement musulmane, intolérable en France. Du coup, le voisin sort sa carabine et tire dans le tas : deux morts. Une bonne partie de la presse affirme qu'il ne s'agit pas d'un crime raciste. Chacun sait que tous les Français qui pendent la crémaillère sont impitoyablement fusillés (27 décembre). La fin de l'année 1985 est fixée le 31 décembre à minuit (31 décembre).

MAHAMOUD AHMED WAADANE et ROBERT PAC

ELLES ETAIENT DEUX...

L'actualité nous empêche de rendre compte plus avant des deux marches qui ont sillonné Paris le 30 novembre et le 7 décembre. Rappelons simplement que la première était à l'initiative du collectif pour les droits civiques des immigrés. Partie de Barbès, elle a rassemblé quelques milliers de personnes. La deuxième partait de la Bastille, une semaine plus tard, à l'initiative de SOS-Racisme. Là, quelques dizaines de milliers de personnes ont défilé sous la pluie et les écrans vidéo géants. Manifestation d'ailleurs raccourcie par l'explosion de bombes dans les grands magasins, c'est-à-dire à l'arrivée prévue du cortège. Bien avant que la police exclue l'hypothèse d'un lien entre les deux événements, notre presse nationale l'avait écartée, elle d'habitude si friande de ce genre de rapprochement (on en voudra pour preuve l'attribution rapide de l'explosion d'un avion américain à Terre-Neuve au Jihad islamique). Mais là, rien. Pas un journal, pas le moindre petit bout de radio pour dire que, peut-être, éventuellement, on ne sait jamais, il pourrait y avoir, sous réserve d'enquête, un soupçon de provocation, un début de rapport entre les bombes et la manif. Comme si, depuis que l'extrême droite a pignon sur vote, la possibilité d'attentats fascistes avait disparu du champ des hypothèses... □

A. Bastenier et F. Dassetto : Organisations musulmanes de Belgique et insertion sociale des populations immigrées

M.A. Hily et M. Poinard : Fonctions et enjeux du mouvement associatif portugais en France

R. Fibbi : Les associations italiennes en Suisse, en phase de transition

H. Boubakri : Modes de gestion et réinvestissements chez les commerçants tunisiens à Paris

F. Zamora et A. Lebon : Combien d'étrangers ont quitté la France entre 1975 et 1982 ?

Y. Charbit et C. Bertrand : Les enfants de migrants restés ou revenus dans les pays d'origine du bassin méditerranéen

S. Ardittis : Pour une régulation concertée des courants de compétences entre pays en développement et pays d'emploi.

J.M. Dinand : Les travailleurs sans papiers aux Etats-Unis.

C. Gorgeon : Immigration clandestine et bidonvilles en Guyane, les Haïtiens à Cayenne.

Chronique n° 1 : Recherches en Europe sur les migrations internationales. (G. Simon)

L'AGNEAU DORÉ CRÉATIONS PARIS-CUIR TÉL. 206.89.17 (lignes groupées)

FABRICANT-GROSSISTE-VENTE DIRECTE
SPÉCIALISTE DE LA FOURRURE
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

Prêt-à-porter hommes-femmes
10 % de remise à la caisse

VÊTEMENTS CUIR - MOUTON RETOURNÉ
BLOUSONS - VESTES - MANTEAUX

Ouvert du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures,
sans interruption

44, rue des Vinaigriers (dans la cour)
75010 Paris

Métro : Gare de l'Est - Jacques Bonsergent

Chaussures

MINELLI

120 points de vente dans toute la France

PARIS et BANLIEUE
LYON
MARSEILLE
GRENOBLE
STRASBOURG
BORDEAUX
ROUEN
TOURS
LILLE
REIMS
MULHOUSE
BREST
RENNES
CHAMBERY
VICHY
CLERMONT-FERRAND
AVIGNON
DIJON
VALENCE
NIMES
MONTPELLIER
BEZIERS
TOULOUSE
LENS

TOULON
CANNES
NICE
BAYONNE
ROUBAIX
ALBI
CASTRES
NIORT
EPERNAY
AIX-EN-PROVENCE
BOURGES
NANCY
DAX
ANGLET
PAU
LORIENT
ANGOULÊME
BASTIA
CAEN
CHERBOURG
BOULOGNE S/MER
CHARTRES
LA ROCHELLE
TOURCOING

LE HAVRE
CHARLEVILLE MEZ.
POITIERS
AMIENS
RODEZ
AJACCIO
BESANÇON
ST-QUENTIN
ANGERS
ROANNE
LIMOGES
VALENCIENNES
BELFORT
LE MANS
TROYES
BEAUVAIS
CAMBRAI
LE PUY
MILLAU
ST-GENIS
MONTBELIARD
DIEPPE
THONVILLE
VERDUN

Siège social MINELLI S.A. 2 bd Dubois, 28109 DREUX, tél. : 37/42.10.23.

Dakar, pas d'accord

L'ENLÈVEMENT DE SABINE

**C'est reparti. On tremble dans les chaumières :
Claude Brasseur et Stéphanie vont-ils gagner le Paris-Dakar ?
Au milieu du concert d'échappements libres,
il y a encore des gens pour penser
qu'il est absurde de transformer l'Afrique en piste de cirque.**

Pavillon Baltard à Nogent, samedi 7 décembre. A l'abri des augustes ferrailles préservées de la forasisation des halles de Paris, Thierry Sabine, grand mufti de l'aventure au XX^e siècle, annonce aux journalistes zémus que, cette année, le Paris-Dakar sera philanthrope, ou ne sera pas. Grâce à une organisation satellite, le *Pari du cœur*, pas moins de cent pompes à eau seront généreusement donationnées aux pays africains traversés par le rallye.

Quelques jours auparavant, sous l'auguste placoplâtre d'une salle de réunion parisienne, se retrouvaient les membres du collectif *Pa'dak (1)*. *Pa'dak*, PAS D'ACCORD avec le PARIS DAKAR. C'est tout simple. Tout ce que notre pays compte d'associations « tiers-mondistes », ou à peu près, était là pour s'opposer à la tenue du rallye. Enfin, pour mettre en place une dynamique qui, à terme, permette de peser sur les organisateurs et les pouvoirs publics pour transformer, ou interdire, le rallye dans les années à venir...

Pourquoi interdire ? D'abord pour les dommages que ça cause aux pays traversés, même si les gouvernements concernés, ravis des bénéfices immédiats de l'opération, laissent, de plus ou moins bon gré, passer les autos. Paris-Dakar, c'est 500 000 litres d'essence réquisitionnés sur place, qui manquent ensuite pendant des semaines, voire des mois. Ce sont des routes défoncées, pas réparées. Un technicien malien cite le cas du pont au pied de la falaise de Bianda-

gara, défoncé l'an dernier, toujours pas réparé, 620 000 F de travaux en vue. En attendant, les camions qui ravitaillent la région doivent se payer des détours de plusieurs heures.

Un exemple parmi des dizaines d'autres. Ils ne mâchent pas leurs mots, les responsables du collectif : « Chaque premier janvier, les coûteux bolides du rallye mondial Paris-Dakar s'élancent toujours plus nombreux à la conquête de l'Afrique sous-développée. Sur un lac salé ou dans un désert, peu importe que l'on s'amuse à gaspiller de l'énergie, à se perdre et à se retrouver sous l'œil bienveillant de certains médias. Mais quand le rallye Paris-Dakar aborde le rivage sahé-

lien, bonjour les dégâts ! Spectateurs accidentés, infiniment moins considérés que les vedettes égarées pour qui l'on mobilise, à grands frais, armées, médecins et ambulances ; pistes défoncées, ponts endommagés, alors que la faiblesse du réseau de transport est l'un des problèmes essentiels des pays africains.

Des pistes endommagées

A ces avatars s'ajoute l'impact éminemment pervers sur les populations locales, attirées par cette vitrine trompeuse d'une société de consommation qui leur est de plus en plus inaccessible.

Si l'on n'a pas réussi à aider l'Afrique à se développer, on est, en revanche, toujours capable, vingt-cinq ans après la décolonisation, de la sillonner à loisir pour le grand profit des firmes automobiles et pour le plaisir d'y voir « transpirer du beau monde ». Voilà ce qu'un tel spectacle conduit à penser. Ça suffit ! »

Thierry Sabine répond à cela par la dialectique du plaisir : il suffirait de voir les Parisiens se geler les miches le soir du 31 décembre, au départ du rallye, et les Africains applaudir béatement au passage des voitures, au nom de leur sens de la fête (qui, comme chacun sait, est inscrit dans leurs gènes) pour comprendre que les détracteurs du rallye ne sont que des pisse-vinaigre qui veulent décider à la place des autres. Pourtant, ils n'ont pas l'air coincé, les gens de Pa'dak. Ils ont même organisé un réveillon pour se faire connaître. Quand on verra des bolides africains traverser à deux coins à l'heure nos beaux villages d'Auvergne, on pourra causer... (2) □

JEAN ROCCIA

(1) Voir leur manifeste dans le courrier de *Différences* n° 50, décembre 1985.

(2) Collectif PA'DAK, c/o B. Daubigny, 72, chemin des Bornes, 78260 Etang-la-Ville. Renseignements au 45.23.23.77.



EXTRÊME DROITE :



Ils sont tous là, tous ceux qui nous prédisent la disparition de la France, la mort de l'Occident, le chaos universel et l'augmentation des impôts. Tous ceux qui ont peur des Arabes, des Noirs, des juifs et des sociétés nationalisées. La nouvelle droite, ceux qui y restent, ceux qui rejoignent l'extrême droite, leurs journaux, leur procès. Mais, rassurez-vous, on vous donne l'antidote.



LES APÔTRES DE LA GRANDE TROUILLE

LES MEANDRES DE LA NOUVELLE DROITE



Toute la presse en parlait en 1979, ce fut même la grande révélation de cet été-là : il existait une « nouvelle droite ». Sous cette appellation aussi vague que trompeuse, on englobait principalement le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) et le club de

l'Horloge. Ce regroupement était bien normal puisque ce dernier était une création du GRECE. S'adressant plus particulièrement à la classe politique, le club de l'Horloge ne pouvait pas avoir la même stratégie culturelle, baptisée « métapolitique », mais les buts étaient encore bien les mêmes. En outre, les deux principaux dirigeants du club, Yvan Blot (président) et Jean-Yves Le Gallou (secrétaire général) y avaient appartenu ou collaboré. La filiation des deux mouvements, bien que constamment niée, a été prouvée. Toutefois cette belle unité semble avoir volé en éclats ; on ne peut plus parler de la « nouvelle droite » comme on le faisait il y a six ans. D'où un parcours sinueux. Ainsi, la campagne de presse de 1979, en dépit de certains de ses excès et de certaines assimilations hâtives, avait tout de même mis l'accent sur les dangers que représentait ce courant de pensée pour la démocratie. On conçoit aisément qu'il était alors gênant pour des hauts fonctionnaires briguant des mandats politiques, comme Y. Blot et J.-Y. Le Gallou, que l'on rappelle non seulement leurs origines, mais, concernant Y. Blot, son appartenance au noyau dur de la nouvelle droite qu'est le GRECE. Sans compter que le patronat, qui avait largement subventionné le club de l'Horloge, ému par le néonazisme intellectuel du GRECE, risquait de retirer ses billes.

La création en juillet 1979 de l'association les Nouveaux Républicains a été la réponse tactique du club de l'Horloge afin de se démarquer du GRECE. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, on peut dire que son influence a été en grandissant : n'est-il pas à l'origine de nombreux slogans et propositions repris ensuite aussi bien au RPR qu'à l'UDF « *La lutte se situe aujourd'hui entre les républicains et les marxistes* », « *Socialisme et fascisme, une même famille ?* », etc.

Parallèlement, le GRECE subit une perte d'influence ; le 10 mai 1981 et les recompositions de la droite qu'il a entraînées font qu'il perd progressivement sa principale tribune de vulgarisation : le *Figaro Magazine*. Alors qu'il espérait que l'opposition, tirant des conclusions de sa défaite, puiserait dans ses travaux pour renouveler son arsenal idéologique, le GRECE est contraint de dresser un constat d'échec : « *Le vide intellectuel frappe l'ensemble de l'éventail politique : avoué, à gauche, par le débat lancé cet été dans Le Monde (sur « Le silence des intellectuels de gauche »), il est mis en évidence, à droite, par l'incapacité manifeste des états-majors politiques de s'évader des préoccupations immédiatement électorales* » (1). Dès lors, il va se consacrer à la définition d'une « troisième voie pour l'Europe ».

À l'automne 1983, avec l'élection de Dreux, l'émergence du Front national suscite de la part des hommes politiques des prises de positions diverses. Le club de l'Horloge, après un délai d'attente (plus que de réflexion), a organisé le 1^{er} octobre 1984, à Paris, une conférence-débat sur le thème *Opposition : ne pas se tromper d'adversaire*, au cours de laquelle M. Le Gallou devait affirmer : « *L'opposition ne saurait (...) sans s'affaiblir, ni se diviser, rejeter aujourd'hui le courant formé sur sa droite par les exaspérés du socialisme et les déçus de l'opposition.* » Le fascisme étant considéré comme un avatar, sinon le fils du socialisme (depuis le colloque tenu sur ce thème en novembre 1983), cette prise de position est tout à fait naturelle ; comme il était tout à fait naturel aussi d'inviter J.-P. Stirbois à venir s'exprimer lors du cinquième séminaire politique du club (26 mars 1985) consacré à l'immigration (2).

« Le vide intellectuel frappe l'ensemble de l'éventail politique... »

Peut-être sommes-nous maintenant mieux à même de comprendre le ralliement d'un certain nombre de membres de l'honorable Club de la rue de Stockholm au Front national (de la rue d'à-côté). Il y avait déjà un précédent en la personne d'Olivier d'Ormesson, mais il n'avait jamais été qu'un *membre connu* du club de l'Horloge. Quand l'adhésion de Jean-Yves Le Gallou au Front national fut annoncée à la presse, début septembre, les « fiançailles » étaient déjà connues de tous. En tant qu'auteur de *la Préférence nationale* et nègre d'Alain Griotteray (3), nous avons pu constater combien ses thèses sur l'immigration étaient proches de celles de Le Pen. D'un autre côté, ce dernier, se trouvant en mal d'inspiration, proposa un plan antichômage en dix-huit propositions, dont au moins la moitié n'était qu'un simple plagiat du programme préconisé... par le club de l'Horloge (4).

À la même période, un remaniement discret à la tête du Club avait vu le remplacement d'Yvan Blot (futur élu RPR du Pas-de-Calais à l'Assemblée nationale) par Henry de Lesquen et de M. Le Gallou par Michel Leroy. Jean-Yves Le Gallou est maintenant bien intégré au sein du Front national ; conseiller du président, il est membre du comité central et s'est vu confier la rédaction du programme avec Bruno Gollnisch, premier universitaire à avoir rejoint le Front national. Il ne s'y sentira pas seul non plus, puisque Bruno Mégret, ancien membre du conseil d'administration du club de l'Horloge, ancien président-fondateur de l'association les Nouveaux Républicains, président des comités d'Action républicaine et de la Confédération des associations républicaines (CODAR) a annoncé son ralliement, ainsi que celui d'un certain nombre de clubs (5).

De son côté le GRECE, fort déçu par l'évolution de la droite qui ne voit pas qu'« *opposer le libéralisme au socialisme revient à combattre le stade ultime de l'égalitarisme en lui opposant... le stade précédent* », a amorcé une conver-



A la fête Bleu, blanc, rouge, du Front national, des « bons Français », « bien pensants ». Yvan Blot, ex-président du Club de l'Horloge, et en quête d'une idéologie nouvelle pour la droite.

gence avec le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Jean-Gilles Malliarakis, « *ordinairement considéré comme le doctrinaire et animateur du courant néofasciste français* » (6). Les premières approches se voulurent discrètes : J.-G. Malliarakis collabora à la revue de la nouvelle droite sous le pseudonyme de Gilles de Kassos, G. Faye du GRECE a donné une interview à *Jeune Nation solidariste*, le journal du MNR ; en octobre 1984, puis c'est au tour d'A. de Benoist d'être interviewé dans ce journal, devenu depuis janvier *organe de la Troisième voie*, en rappel du groupe terroriste italien *Terza posizione*, et, bien entendu, au titre du colloque du GRECE de novembre 1983. Des interventions publiques ont lieu en commun, le 3 mars à Genève sous l'égide du cercle Proudhon, et le 9 mars à Paris. Cela n'est pas sans nous étonner, nous qui étions habitués à une grande prudence du GRECE. En quelque sorte il s'agit d'un retour aux sources.

L'unité de la « nouvelle droite » est donc bien mise à mal. Et pourtant, bien qu'étant passé au Front national, M. Le Gallou est toujours membre du conseil d'administration du club de l'Horloge, ses idées n'ont pas changé. Ce qui le sépare des autres membres du Club, membres du RPR ou de l'une des composantes de l'UDF, est insignifiant au

regard de ce qui les rassemble : ils forment un même courant national-libéral. C'est à ce courant que le GRECE s'oppose prioritairement, comme par provocation. Mais ils s'adressent tous à la même sensibilité « nationale » ; s'ils sont concurrents ce n'est peut-être que dans la radicalité des moyens. Certains clivages doctrinaux ne jouent peut-être qu'en façade.

MARCEL DURAND

(1) Cf. *le Monde*, 7 décembre 1983, qui rend compte du XVII^e colloque du GRECE qui s'est tenu à Versailles.

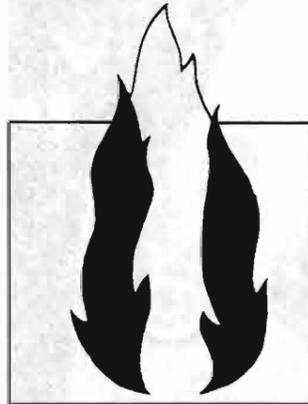
(2) Cf. *Article 31* n° 8, mai 1985, p. 8 qui rend compte de ce séminaire : « La salle (...) semblait préférer au "ni racisme, ni laxisme", de M. Hannoun, les thèses plus énergiques, de rejet, prônées par J.-P. Stirbois. »

(3) Le « nègre » de son livre *les Immigrés : le choc* (Paris, Plon, 1984) n'est autre que Jean-Yves Le Gallou, affirme M. Taguieff dans la revue *les Temps modernes*, n° 465, avril 1985, p. 1780 à 1842.

(4) Cf. *le Monde*, 12 juin 1985, qui fait l'analyse de ces propositions. (5) Lors des « seconds états généraux de l'opposition », organisés à l'initiative du CODAR, qui se sont tenus le 23 novembre 1985 à Paris. Bruno Mégret aurait obtenu de figurer en tête de la liste du Front national dans l'Isère (position éligible).

(6) P.-A. Taguieff, op. cit., p. 1795 ; mais sur cet aspect mal connu de l'extrême droite on pourra consulter aussi avec profit *Article 31*, n° 7, avril 1985, p. 3 et n° 9, juin 1985, p. 3.

LES PROCÈS DE JEAN-MARIE



On le sait, raisonnements simplistes et méthode Coué font partie de l'arsenal du discours de Jean-Marie Le Pen. Ses relations avec la justice n'échappent pas à la règle : à force de l'entendre clamer partout qu'il gagne tous ses procès contre ceux qui le dénoncent comme raciste, on finirait par y croire.

Il faut dire que, dans l'opération « nettoyage » du Front national, l'arme des procès tient bonne place ; pour faire oublier un passé de leader d'un groupuscule extrémiste, Le Pen a apparemment décidé de faire un tour de France des juridictions pour s'y voir décerner un label d'honorabilité. Raciste, fasciste ? Injures. Tortures en Algérie ? Diffamation. Le Pen connaît bien le droit et sait l'utiliser, y compris comme menace. S'il vous paraît évident, à vous, que parler de l'immigration comme d'une « invasion », comparer l'étranger à une « araignée qui pond ses œufs dans le corps insensibilisé de sa proie » relève tout bonnement du racisme, alors, attention : pensez-le, mais ne le dites pas. Vous risquez la poursuite pour diffamation. Ça marche à tous les coups pour Le Pen ? Non, bien sûr, mais il dispose d'une panoplie complète de techniques, en amont et en aval des procès, pour tourner les choses à son avantage.

D'abord, on l'a déjà dit, menacer. Menacer très fort. On l'a vu, à l'Heure de vérité d'Antenne 2, le 16 octobre dernier, annoncer que, suite aux « révélations » du Dr Demarquet dans le Monde, il attaquerait en justice, non seulement son ex-ami et ce journal, mais tous les médias qui avaient relaté cette interview et, donc, par là, colporté la « diffamation » ; étrange façon de concevoir le journalisme, mais on sait que dans ce domaine, Le Pen n'est pas à cela près.

Deuxième méthode, atténuer a posteriori la portée de ses propos en arguant du contexte dans lequel ils ont été tenus ; il a dit en public : « Demain, les immigrés s'installeront chez vous, mangeront votre soupe et coucheront avec votre femme, votre fille et votre fils. » ? Ce n'est pas du racisme, ce sont des propos « virils » qui font partie du « rôle d'un homme politique, c'est-à-dire, introduire la gravité des problèmes politiques dans des termes qui soient compréhensibles par tous » (Heure de vérité, Antenne 2, 14 février 1984).

C'était juste pour se faire comprendre... En revanche, ils n'ont rien compris, tous ceux qui ont décelé de l'antisémitisme dans la colère de Le Pen contre quatre journalistes cités nommément à la dernière fête Bleu Blanc Rouge du Front national ; le fait qu'ils soient tous les quatre juifs n'a rien à voir, c'est nous qui avons l'esprit mal tourné.

Une autre chose dont Le Pen – et ses avocats – savent tirer profit, ce sont les aléas et les lenteurs de la procédure. Cité en justice, en application de la loi qui réprime la provocation à la haine raciste, pour quelques-uns de ses « propos virils » tenus lors de son passage à l'Heure de

Vérité déjà évoqué, il aurait pu saisir l'occasion de faire reconnaître sa bonne foi par le tribunal. Or, plutôt que d'affronter le fond du sujet, il a essayé de faire annuler la procédure en invoquant son immunité parlementaire en tant que député européen, une première fois, puis en appel. Chaque étape prenant quelques mois, il est possible que, plus de deux ans après les faits, l'affaire soit finalement plaidée courant 1986...

Il y a aussi la manière d'interpréter les décisions judiciaires ; si le tribunal de Saint-Quentin condamne pour diffamation un élu municipal qui avait demandé qu'on refuse une salle pour un meeting du Front national afin que la cité n'offre pas « une tribune raciste et antisémite à M. Le Pen », il s'agit d'une grande victoire. Mais si, dans un contexte comparable, le tribunal d'Amiens puis la cour d'appel déboutent Le Pen de sa plainte en diffamation contre le responsable local du MRAP qui avait déclaré, dans une interview au **Courrier Picard**, « Les propos de Le Pen sont, en permanence, une incitation au racisme », c'est qu'il est composé de juges rouges.

Il est vrai que les attaques personnelles contre les magistrats qui ne lui donnent pas toujours raison, comme le président Cabié de la 17^e Chambre correctionnelle de Paris, font aussi partie des habitudes du leader du Front national.

Le Front national, c'est Le Pen, mais Le Pen, ce n'est pas le Front national ?

La dernière tactique très en vogue au Front national, c'est la dichotomie entre le parti et son chef. Le Pen se veut le rassembleur de tous ceux qui pensent tout bas ce qu'il dit bien haut. **National Hebdo** porte comme sous-titre « le journal de Jean-Marie Le Pen », et on imagine mal ce que deviendrait ce parti sans le moteur que constitue son président.

Pourtant, ce dernier refuse toujours d'endosser la moindre responsabilité concernant ce qu'ont pu faire, ou dire, des membres de son parti. Au nom de la démocratie...

Ainsi, il ne manque pas, lorsqu'il est accusé de racisme en tant que représentant d'un parti, de rappeler son passé de résistant, d'ancien combattant et son respect de la loi et des traditions démocratiques. A un tel argument, le tribunal d'Amiens, dans un jugement du 31 octobre 1984, a répondu qu'un chef de parti « ne peut s'offusquer de faire l'objet d'appréciations critiques et d'attaques, même vives, de la part de ceux qui récuse ses opinions politiques. »

Le Pen s'est bien servi de l'arme juridique, mais elle commence à se retourner contre lui et il ne peut plus dire, sans mentir, qu'il gagne tous ses procès en diffamation. Au



Le grand meeting du F.N. Avec, en prime, la parole du père pour le magnéscope.



cours de ces derniers mois, une série de décisions judiciaires ont prouvé le contraire. Ainsi, J.-F. Kahn, T. Le Luron, le MRAP, **Libération**, le **Canard enchaîné** sont sortis « blanchis » des chambres correctionnelles où Le Pen les avait traînés.

De même, il est faux de prétendre que le Front national n'a jamais été condamné pour racisme : tout récemment, deux candidats de ce parti aux élections ont été condamnés, l'un à Strasbourg et l'autre à Dijon, pour provocation à la discrimination et diffamation raciste, pour avoir publié tracts et articles dans lesquels les immigrés étaient présentés comme un danger et une menace pour la France.

On a beau faire, le naturel réapparaît toujours derrière le vernis de la respectabilité !

CLAIRE RODIER

CARICATURES

Deux plaintes de Le Pen, deux interprétations différentes : tout est relatif, la preuve. En juillet 1984, une publicité pour un mensuel parue dans **Libération** représente Le Pen en uniforme para-militaire, décoré d'une croix de fer. La cour d'appel y voit une diffamation et condamne le directeur de publication à verser des dommages et

intérêts à l'insulté. En novembre de la même année, Antenne 2 diffuse un pastiche de Le Pen par Thierry Le Luron, utilisant force allusions précises : « légion de crânes rasés », « chemises noires » etc. La première chambre du tribunal civil de Paris n'y voit pas de quoi fouetter un chat et déboute le plaignant Le Pen.

LES RELAIS DU FRONT NATIONAL



Le Front national (FN) dispose d'un hebdomadaire qui depuis septembre 1985 est de nouveau disponible en kiosque. Il s'agit bien entendu de *National Hebdo* (NH). Mais le FN dispose actuellement de nombreux relais médiatiques qui assurent une large diffusion de son programme et de ses idées. L'on peut en effet noter que certaines campagnes de presse du FN sont relayées, ou menées simultanément, par certains journaux qualifiés d'opposition.

National Hebdo du 19 septembre 1985 titrait « *Ces manuels qui pourrissent la jeunesse française* ». Dans le *Figaro Magazine* du 21 septembre 1985 on retrouvait en gros titre... « *Des flagrants délits de désinformation à l'école* ». Et assez curieusement aussi dans *Valeurs actuelles* des 23-29 septembre 1985, dans la rubrique politique intérieure, on trouvait un article assez cynique de Michel de Jaeghere sur les manuels scolaires d'instruction civique.

Voyons de plus près ce que contiennent ces articles. Le *Figaro Magazine* déplore que les nouveaux manuels d'instruction civique tiennent moins compte de « *la spécificité française, latine et chrétienne* » que « *d'une société cosmopolite dominée par l'immigration maghrébine* » (sic). NH ne supporte pas quant à lui « *la conception toute particulière de l'éducation civique selon Chevènement* ». Tout l'article se condense autour de la question du racisme. Rien n'est dit explicitement. Tout l'art consiste à user de doux euphémismes. Mais ce qui semble gêner l'auteur de l'article, c'est « *le métissage des cultures* ». Bref le racisme antifrançais ?

Valeurs actuelles tient un double discours. En apparence, il y a l'objectivité que confèrent les citations ; mais le choix de ces citations n'est pas indifférent, ni neutre. Prenons-en quelques-unes au hasard : « *L'illustration privilégie le chromo révolutionnaire* », « *On ne trouve aucune référence aux pays de l'Est* », « *Un encadré engage les écoliers à agir, en leur indiquant notamment l'adresse d'Amnesty International* », etc. Voilà quelques citations « anodines » de cet article.

Une campagne contre le CCFD (Comité chrétien contre la faim et pour le développement) a également été orchestrée dans de nombreuses publications, à la suite des nombreuses campagnes du FN. Ainsi dans le *Figaro Magazine* du 26 octobre 1985, un dossier sur le CCFD titrait : « *Charité chrétienne ou subversion marxiste ?* » Un dossier qui se voulait épique et qui reprochait essentiellement à cette organisation de mener des entreprises non exemptes d'« *a priori idéologiques* ».

Quant à *Lectures françaises* de septembre 1985 (cf. encadré), il dénonçait également « *La mafia des chrétiens de gauche* », et dressait un tableau des attributions effectuées par le CCFD en 1985 en France. Cela, afin de

démontrer que le CCFD ne distribue les produits des quêtes de carême qu'il collecte que « *dans les pays très influencés par le communisme* ».

Ces deux campagnes font suite à divers articles parus dans NH au printemps 1985. Citons, par exemple, en avril 1985 (n° 43) un article de Pierre Debray, organisateur des *Silencieux de l'Eglise* et directeur d'une lettre, le *Courrier hebdomadaire de Pierre Debray*. Selon ce dernier, « *le CCFD utilise une partie de l'argent versé par les fidèles pour former des cadres révolutionnaires dans le tiers monde... En France, même cet argent sert à payer une école de subversion comme le journal Sans Frontières* ». Le CCFD, qualifié de « *pompe à fric* », servirait également selon Pierre Debray à « *imposer un pouvoir socialiste en France* ».

Les citations ne manquent pas. L'intérêt de telles références est surtout de montrer le jeu de miroir qui s'est opéré entre les diverses publications citées. A partir d'une campagne de NH d'autres journaux se sont alignés, et ont amplifié ainsi l'écho du FN.

Autre type de campagne, la question de l'immigration. Le 26 octobre 1985 le *Figaro Magazine* publiait une « *enquête démographique encore jamais réalisée* » (sic), dépourvue de tout fondement scientifique. « *Serons-nous encore Français dans trente ans ?* » Tel était le titre du dossier réalisé par Jean Raspail (1), journaliste à *Présent* (cf. encadré).

A chacun son registre, à chacun son public

S'il est clair que le *Figaro Magazine* est l'un des relais du FN, cela est moins évident pour *Valeurs actuelles*. Les articles s'y teignent d'un semblant d'objectivité.

Tout se passe comme si dans cette revue, on donnait la parole à Le Pen, sans le remettre en cause le moins du monde. Or, un nom ne peut manquer de nous retenir, c'est celui de Yann Clerc : tête de liste du FN en Ille-et-Vilaine pour les législatives de mars 1986. Ancien secrétaire général du *Figaro* ; rédacteur en chef politique de *Valeurs actuelles*. Il a assumé par le passé des fonctions importantes dans plusieurs syndicats de journalistes.

Si l'on jette un coup d'œil du côté de la province, certaines coïncidences méritent d'être soulignées. Ainsi, Gabriel Domenech, rédacteur en chef du *Méridional*, n'a-t-il pas été pressenti pour figurer aux élections législatives sur la liste du FN dans les Bouches-du-Rhône ? Pour ce qui est des radios locales, autres formes de relais médiatique, il est à noter que Serge de Beketch, rédacteur en chef de *Minute*, n'est plus autorisé d'antenne à radio Solidarité, et ce depuis plusieurs mois. Il y a un an ou deux le FN était encore reçu cordialement par cette radio locale parisienne, dirigée par Bernadette d'Angevilliers, « *radio d'opposition* » s'il en est ! Maintenant le torchon brûle entre le FN et radio Solidarité, ce qui vaut à cette dernière d'être plutôt maltraitée dans les lignes de *Présent*.



Alain Pinogel/CIRIC

La question est en fait bien plus complexe. Ainsi, en octobre 1985, le Centre d'études et de diffusion de l'UNI publiait un dossier sur le CCFD. Dès 1982, les CAR (comités d'action républicaine) dénonçaient le caractère marxiste des manuels scolaires. Tout semble se passer comme si ces groupes de réflexion apportaient l'outil théorique à la presse d'opposition, tout en restant dans l'ombre. Ainsi s'élargit notre base de départ, ce qui permet par ailleurs de mieux saisir les raisons d'un tel synchronisme dans les campagnes menées par ces divers journaux. □

GERMAINE DUPONT

(1) Jean Raspail, membre du Conseil national du PFN en 1975 (cf. le *Monde* 16 novembre 1976), fut présent au forum de la Nouvelle droite en mars 1975 (*Quotidien de Paris* 3 mars 1975), et a écrit dans *Eléments* la revue du GRECE (*Droits et Liberté* décembre 1977—janvier 1978). Pour plus de renseignements lire aussi dans la revue *Esprit* « *Sur un manifeste raciste et réactionnaire* » par Jean Belorgey (juin 1985). Cet article permet de mieux saisir ce personnage, à travers l'ouvrage qu'il a publié aux éditions Robert Laffont, *Le Camp des saints*, un ouvrage à la hauteur du personnage, et qui le consacre dans les milieux d'extrême droite.

PRESSE D'EXTREME DROITE

• La presse des nationalistes conservateurs

National Hebdo est le journal de Jean-Marie Le Pen. Depuis le numéro 22, le directeur de la publication en est Roland Gaucher. Quant à la diffusion réelle de cet hebdomadaire, vendu en kiosque, les chiffres qu'annonce le FN sont à considérer avec de grandes précautions. Le tirage serait de 100 000 exemplaires - ce qui n'est pas la vente...

Mais le FN dispose d'autres soutiens dans la presse. Ainsi *Minute*, dont l'éditorialiste est François Brigneau, ex-leader d'Ordre nouveau, et *Présent*, co-dirigé par ce même François Brigneau et Jean Madiran, soutiennent également le FN. Derrière *Présent* se retrouve par ailleurs la quasi-totalité des catholiques intégristes : Mgr Lefebvre, qui y publie régulièrement ses encycliques, Romain Marie, responsable de l'AGRIF (cf. à se sujet *Différences* n° 45).

Monde et Vie défend également les thèses catholiques traditionalistes de Mgr Lefebvre. Ce journal paraît toutes les trois semaines. 12 000 exemplaires sont tirés. La publicité ne fournit que 10 % des dépenses. Pour palier les difficultés financières, il existe une souscription de soutien.

• La presse des nationalistes révolutionnaires

Le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) dispose d'une publication, *Troisième Voie*, dont le n° 1 date de janvier-février 1985. (cf. article)

Le MNR et le PFN (Parti des forces nouvelles) ont une publication commune, *Vaincre*. A noter que ces deux mouvements sont réunis au sein du mouvement de jeunesse *Jeune Garde*.

Le PNF (Parti nationaliste français) regroupe la tendance néonazie du FN, exclue en 1981. Les dirigeants sont d'anciens SS, comme, par exemple, Pierre Bousquet. Leur revue est *Millitant*.

• La presse des néo-nazis

Les FNE (Faisceaux nationalistes européens), plus connus sous leur ancien sigle : FANE (Fédération d'action nationaliste européenne), dirigés par Marc Fredriksen, publient *Notre Europe Combattante*, sous la direction de Claude Domino.

• Les royalistes

La Restauration nationale de Pierre Pujo et Guy Steinbach publie *Aspect de la France* qui flirte avec le FN. Cet hebdomadaire se place dans la continuation de l'Action française de Charles Maurras. Pierre Pujo est le fils de Maurice Pujo, l'un des principaux collaborateurs de Maurras. Pour l'année 85, ce journal a connu un déficit de 700 000 F. 30 000 exemplaires sont tirés. La moitié est vendue sur abonnement. La vente militante à la criée est une autre des formes de vente. Utilise aussi les services des NMPP.

• Autres parutions

Rivarol a été créé au lendemain de la Libération, par quelques unes de ses « victimes » : Lucien Rebatet, Pierre Dominique, René Malliavin... A été repris en main depuis par Camille Galic. De 18 à 20 000 exemplaires sont tirés, dont 7 000 sont vendus sur abonnement (surtout dans les zones rurales).

Lectures françaises : dirigé depuis 1977 par Jean Auguy, successeur d'Henri Coston. 5 000 exemplaires par mois. Il y aurait 4 000 abonnés. Deux librairies à Paris diffusent ce mensuel : la librairie Grégori et la Librairie française.

La Vie française : dirigé par Bruno Bertez depuis 1982. Journal résolument d'opposition (alors qu'il était auparavant un journal économique). Ainsi, à la rubrique culturelle, on notera la présence de Catherine Fouillet, auteur de *Moi, j'aime l'extrême droite* (1982, éd. Librairie française) !



GONZALES/ VIVA

BIBLE. *La Saga des Juifs d'Afrique du Nord.* Ce titre, emprunté à un livre précédent d'André Chouraqui peut donner une idée de l'ampleur et du rythme de son dernier et monumental ouvrage *Histoire des Juifs d'Afrique du Nord*, une somme de plus de six cents pages qui retrace amoureusement l'itinéraire exceptionnellement long et riche, sur plus de deux mille ans, de la présence juive en Afrique du Nord.

Qu'ils soient volontairement venus d'Orient dans l'Antiquité, ou, dans une très large proportion, des Berbères autochtones convertis, auxquels sont venus s'ajouter, après 1492, les Sépharades chassés d'Espagne par le pouvoir chrétien, les Juifs nord-africains, de Carthage aux indépendances, en passant par Rome, Byzance et l'Islam, ont réussi, contre vents et marées, à préserver leur identité religieuse et culturelle, même s'ils ont su atteindre, à certaines périodes, une symbiose judéo-arabe dans la langue, les coutumes, les modes de vie.

Si l'Islam n'a pas toujours été clément pour le judaïsme nord-africain, loin de là, il n'a cependant jamais persécuté les Juifs d'une manière aussi terrible et abjecte que l'Europe chrétienne. Lorsque la France coloniale s'emparera de la région, elle offrira, cette fois, une occasion aux Juifs de rencontrer les valeurs modernes et de s'éduquer, mais également de prendre des distances vis-à-vis des nationalismes nord-africains, source de déchirements à l'heure des indépendances des trois pays de la région, venant s'ajouter à l'attrance du tout nouvel Etat d'Israël.

Pour le demi-million de Juifs nord-africains, parfois dans un climat d'exode, l'heure sera au départ, pour l'Etat hébreu et surtout pour la France,

où ils viendront féconder, numériquement, culturellement et religieusement, une communauté juive qui deviendra la quatrième du monde en importance. Gageons que cet ouvrage du très talentueux traducteur de la Bible en vingt-six volumes, entre autres, par ailleurs maire adjoint de Jérusalem, lui-même natif d'une Algérie qui l'a accueilli avec chaleur en 1983, deviendra un classique, une « bible », oserons-nous dire, sur le sujet. □

YVES THORAVAL

Histoire des Juifs d'Afrique du Nord, par André Chouraqui, éd. Hachette.

FEMMES. *Pays mêlés* de Maryse Condé (auteur d'origine guadeloupéenne qui a donné de très bons textes sur l'Afrique) est un recueil de deux récits, qui nous mettent au sein même de la vie en Guadeloupe, depuis le début du siècle jusqu'à nos jours : brassage des peuples, rejet de la colonisation et, ces dernières années, début de luttes dans l'espoir d'acquiescer l'indépendance.

La première histoire qui nous est présentée, *Pays mêlés*, exprime la difficulté de vie pour les femmes à travers le temps, que ce soient Belle, Pourméra la folle ou Berthe. C'est une très belle histoire dominée par l'amour maternel : « *Le couple mère-fils fournit le modèle idéal dont parle le tantrisme. La mère est déesse, principe cosmique féminin. Il n'y a pas d'acte sexuel. Chacun atteint le bonheur par l'anéantissement du moi.* » Le second thème du livre (Nanna-Ya) est empreint du souvenir des révoltes d'esclaves « marrons ». □ *Pays mêlés*. Coll. *Monde noir* Poche, éd. Hatier.

Quel est l'endroit d'Europe où l'on peut voir, simultanément, des films de Thaïlande, d'Iran, du Viêt-nam, de Turquie, de Kirghizie, de Corée, avec, en prime, une rétrospective historique du cinéma argentin, présenté, entre autres personnes, par Isabel Sarli, la « bombe sexuelle » du Septième Art des années 60-70 !, plus une « carte blanche » à Youssef Chahine (1) ? : c'est à Nantes, au cru 85 du festival des Trois Continents, (26 novembre - 3 décembre).

Que mon enthousiasme pour la capitale du Pays de la Loire ne me fasse pas oublier que *Différences* (nostra culpa !), n'a pas parlé comme il aurait fallu des merveilleux spectacles présentés, ces dernières semaines à la Maison des cultures du monde : un mois culturel tunisien, et, surtout, une série de spectacles de marionnettes et d'ombres de l'Inde et de Malaisie, ce dernier pays donnant, pour l'une des premières fois en Europe des scènes de *Wayang Gedek*, malicieuses scènes mythologico-quotidiennes en théâtre d'ombres.

On peut se rattraper et prolonger la magie de ces spectacles en allant voir l'exposition, magnifiquement mise en scène, de cinq cents marionnettes, figures et ombres de toute l'Asie,



Marionnettes d'Asie.

Marionnettes et ombres d'Asie, au Louvre des antiquaires (jusqu'au 2 mars 1986).

L'Egypte pharaonique est à Paris (jusqu'à la fin janvier). Dans la Grande Halle de la Villette, Kodak a reconstitué, comme il l'a fait pour l'une des grottes de Lascaux installée à demeure au musée des Antiquités nationales de Saint-Germain, à l'identique et grandeur nature, le tombeau de Sennefer dit « Tombe aux vignes » (XVI^e siècle avant J.-C.). Cela grâce à un procédé original et révolutionnaire inventé par la firme. C'est moins cher que d'aller jusqu'à Louxor...

C'est avec plaisir que nous avons appris qu'Elisabeth Labrousse, spécialiste du protestantisme, qui avait accepté de répondre aux questions de *Différences* (n° 49) vient d'obtenir le grand prix Moët-Hennessy (100 000 F), pour son superbe ouvrage, *La Révocation de l'édit de Nantes* (éd. Payot).

On dit souvent que les expositions de photographies documentaires font « pauvre », sinon « boy-scout » : une démonstration contraire à ce préjugé est apportée par *Architectures indiennes* (Ecole des beaux-arts, jusqu'au 19 janvier), tant l'agencement d'excellents documents accompagnés de textes clairs et intelligents qu'elle nous offre constitue une introduction impeccable au formidable patrimoine architectural indien, de 2000 ans avant J.-C. aux réalisations les plus avant-gardistes d'aujourd'hui.

Nous parlerons au printemps de Vienne, capitale du cosmopolitisme de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle : en attendant, on peut se donner une idée d'une certaine cohabitation des peuples et des religions de l'Empire austro-hongrois finissant, en explorant ce qu'était Trieste, ex-grand port de l'Empire, actuellement dynamique cité italienne à la frontière yougoslave, dont une charmante exposition, à la Conciergerie (jusqu'au 3 février 1986), présentée par la Caisse des monuments historiques nous restitue l'atmosphère pluri-ethnique chantée par Joyce, Svevo, Saba... □

YVES THORAVAL

(1) Un très intéressant numéro de *Cinémaction* (n° 33) (éd. du Cerf), vient de lui être consacré.

Festival des Trois Continents, BP 3306 Nantes, 44033 cedex.

Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal, 75002 Paris.

Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris.

Ecole des beaux-arts, 17, quai Malaquais, 75006 Paris.

Conciergerie, 1, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

SYROS

6, rue Montmartre
75001 PARIS
Tél : (1) 42 97 43 21

Paul Oriol
Les immigrés :
métèques ou citoyens ?



SYROS

69 F

Paul Oriol
Les immigrés :
métèques
ou citoyens ?

Un état de la question, et des réformes engagées, les rappels historiques indispensables, quelques chiffres, un peu d'humour, des critiques et des propositions, voilà le livre de Paul Oriol.

en librairie ou
aux Editions Syros, 6 rue
Montmartre 75001 Paris

Correspondance
juive-arabe

ON S'ECRIT, ON SE

FAIT UNE PAIX ?

Dans ces temps de guerre et d'invective, une oasis de paix et de dialogue : un psychanalyste juif et un écrivain arabe s'écrivent pendant cinq ans. Aujourd'hui, ils publient « Le Même Livre ». Dehors, les archaïsmes théocratiques.

Né au Maroc, Abdelkebir Khatibi, universitaire et écrivain, vit à Rabat. Jacques Hassoun, né en Egypte, psychanalyste, auteur de plusieurs ouvrages, vit en France depuis 1954. L'un, arabe, et l'autre, juif, sont sortis de la vision théocratique, le premier à la mort de son père, le second lorsqu'il a commencé à observer l'aveuglement dans lequel se trouvait son propre père.

Ils nous offrent aujourd'hui une correspondance qui s'étale sur cinq ans et qu'ils destinaient dès le départ à la publication. Ces lettres qui s'interpellent, se croisent, se chevauchent et dialoguent, portent un intitulé significatif : Le Même Livre (1). Ces lettres se rencontrent sur plusieurs territoires, schématiquement : la langue française, dans laquelle elles sont écrites, le « bilinguisme culturel » arabo-français des deux auteurs, leur appartenance aux peuples juif et arabe, enfin, l'histoire – les histoires – complexe, à la fois réelle et symbolique, qu'ils tentent d'analyser. Ce même livre se veut « réconcilier la Bible et le Coran », mais en sortant des archaïsmes théocratiques et des mythes destructeurs de fraternité pour entrer de plain-pied dans la tolérance et le regard de l'Autre. Voici quelques extraits de l'interview que nous avons réalisée avec eux.

Jacques Hassoun
psychanalyste.

Différences : *J'ai lu votre livre comme un livre iconoclaste qui met en cause un certain nombre de représentations du juif et de l'Arabe, l'un par rapport à l'autre, et dans la confrontation de leurs histoires, respectives et communes. Qu'est-ce qui vous paraît le plus urgent à détruire ou à transformer parmi ces représentations mythiques, théocratiques, politiques ?*

Jacques Hassoun : Ce qui est à remettre en cause, pas seulement pour les juifs et les Arabes d'ailleurs, c'est le glissement qui s'opère lorsqu'un mythe cesse d'être prétexte à écriture, à poésie, ou à rêver, et que, au nom de ce mythe, un peuple, un groupe humain, se transforme en guerriers, en impérialistes. Deuxième danger, c'est quand un certain nombre de mythes fondateurs, ceux de l'Islam ou d'une autre civilisation, se mettent à ne pas reconnaître l'Autre, à abolir complètement la notion d'altérité.

Abdelkebir Khatibi : Pour prolonger ce qu'explique Jacques, je dirai que la tâche urgente c'est le travail sur soi. Cela veut dire que le concept de société, au Maghreb et au Machreq par exemple, a besoin d'être interrogé. A partir de ses mythes fondateurs une société accepte plus ou moins les groupes, les minorités, les communautés et donc la question de la tolérance me paraît essentielle.

La tolérance se débloque aussi par un travail sur soi, en se dégageant d'un certain archaïsme.

Jacques Hassoun : Au contraire, il arrive souvent qu'un groupe humain use de ses mythes pour imaginer qu'il est auto-engendré et que sa pensée s'auto-engendre. Par exemple, une idée court beaucoup dans le monde juif selon laquelle la philosophie juive s'est nourrie d'elle-même et uniquement d'elle-même. Ce n'est pas vrai, depuis la nuit des temps il y a eu les Araméens, les Grecs, qui ont donné de la sève et de la consistance au judaïsme, il y a eu les Babyloniens, la pensée arabe. Sans la pensée arabe, le judaïsme aurait sombré dans un synchrétisme complètement fou. Il y a eu la modernité avec Mendelsohn, Spinoza et d'autres.

Abdelkebir Khatibi : Dans le cas du monde arabe, c'est la notion théocratique de la « oumma » (2), unique et unifiée autour du territoire, de la religion et du pouvoir. Or, cette unité, il faut la reposer comme question, par un travail sur soi, et, quand je parle de travail sur soi, ce n'est pas un travail purement sur l'affect, ce qui est d'ailleurs très important, mais c'est un travail sur les sociétés elles-mêmes et leur devenir.

Cette tâche, c'est un changement de regard sur la vie, c'est regarder en face à face sa propre société et les compositions qui la structurent et se donner les moyens de l'analyser. La tâche essentielle pour moi, parce que nous ne sommes pas des hommes politiques,



JOSS DRAY

c'est une tâche d'analyse au sens large, du psychologique à l'historique, en passant par l'économique, le social, le stratégique... Formuler, préciser certaines questions, les regarder en face ; dans ce regard, l'Autre peut prendre sa place.



KAMEL DRIDI

Abdelkebir Khatibi, écrivain

Différences : *Quelle place tient le rapport judéo-arabe dans cette volonté et cette nécessité que vous exprimez de redéfinir les choses ?*

Jacques Hassoun : Ce qui est certain, c'est que dans notre histoire, notre parcours, notre stratégie propre, existentielle, la judaïté ou l'arabité ou l'islamité sont des choses très importantes (...). Sans idéaliser, et en ce qui me concerne, sans faire du romantisme, il y a eu un temps où les communautés juives ont vécu dans le monde arabe, dans le Machreq que je connais, et il n'y avait pas de problèmes. Et puis, tout à coup, il y a la cassure. Et comme par hasard, cette cassure a été contemporaine de la création de l'Etat d'Israël. Pour les amis juifs du Maghreb, c'est le colonialisme, l'anticolonialisme et la fin de la colonisation qui ont marqué la cassure.

Abdelkebir Khatibi : Deux choses apparaissent lorsqu'on commence à analyser les relations entre les Arabes et les juifs, les sépharades, en particulier. Ce rapport s'exprime dans la dénégation, le refus de l'autre, qui a des fondements théocratiques. Cette dénégation se transforme, après le départ des juifs, en nostalgie chez les juifs eux-mêmes et chez les Arabes qui sont restés. Or, la nostalgie tourne à vide, le monde a changé, il y a Israël, il y a la question de la Palestine.

Il faut essayer. d'aller au-delà de la nostalgie. Nous sommes Jacques et moi différents et semblables à la fois. Il nous faut reconnaître quelqu'un, y compris dans sa détermination d'altérité, avec son passé, son présent, son devenir, le reconnaître comme tel. Ce petit changement, ce frémissement, entraîne, des effets, beaucoup d'effets, la preuve : on est en train de faire une interview ensemble. A propos de notre correspondance, il faut dire qu'on ne peut pas lui demander l'impossible. Cette correspondance dit ceci : le dialogue est possible. Il faut aller doucement, vu l'histoire affective ; ces lettres se veulent quelque chose qui réconcilie le Coran et la Bible. On propose du travail, c'est tout.

Différences : *Bien que votre propos ne soit pas directement politique, on est tenté de vous demander ce que vous proposez concernant le conflit israélo-arabe ? Avez-vous quelque chose à dire à ceux qui vivent au sein de ce territoire conflictuel, les Arabes et les juifs d'Israël ?*

Jacques Hassoun : Ce que je pourrais dire à un Arabe d'Israël, bien que je sois le dernier à donner une quelconque leçon, c'est qu'il n'y a rien à craindre, car d'expérience, à chaque fois qu'un peuple a voulu expulser un autre peuple, le tuer, le faire disparaître, ce peuple s'est couvert de ridicule. Ces Palestiniens, qui sont devenus l'intelligentsia du Moyen-Orient, qui ont une

vision claire de la politique, n'ont rien à craindre de Kahana.

Je leur dirai qu'ils travaillent, comme certains le font, avec la gauche israélienne, avec les antisionistes israéliens pour les faire sortir eux aussi de la guerre tribale. Il faut que les Juifs sortent de l'idéologie romantique misérable, qu'ils sortent de cette dialectique du tribal pour accéder à ce qu'on a appelé le cosmopolitisme ou ce qu'on a appelé il y a trente ans l'internationalisme. Vidons le tribal de sa densité dramatique. D'autre part, je crois à la nécessité d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël, car dans la situation actuelle, l'idéal d'un Etat unifié et démocratique me semble repoussé à une période éloignée.

Différences : *Abdelkebir Khatibi, vous avez écrit une phrase qui m'a beaucoup frappée : « La différence la plus petite et la plus proche est en même temps la plus cruelle et la plus aveuglante. » Cette proposition vous paraît-elle valable pour la communauté maghrébine en France, et, notamment, les jeunes Maghrébins qui sont violemment pris à partie justement au moment où toute une génération opère un travail d'expression et d'intégration dans la société française ?*

Abdelkebir Khatibi : C'est un autre volet que vous soulevez, il faut beaucoup de travail pour y répondre, à mon avis ce travail n'a pas encore été fait. La question est ouverte, elle est impensée, autant par les Français que par les étrangers ; les Maghrébins y compris n'arrivent pas à se situer par rapport à ce territoire, à ce lieu, et à cet imaginaire qui s'appelle la France. Le problème des travailleurs étrangers, des étrangers tout court, c'est d'abord la question de la France avec elle-même, de la place de l'étranger dans ce monde qui s'appelle la France.

Jacques Hassoun : J'ajouterai uniquement deux mots ; la France est en train de se séparer d'une partie d'elle-même. Aujourd'hui on attaque les Maghrébins, les Turcs et les Noirs, mais le discours sous-jacent, qui est clairement dit, c'est que messieurs Fabius et Baudin ont des ancêtres qui, à deux, trois et quatre générations ne sont pas des catholiques romains. En France, c'est une chose aberrante, on en revient à Hugues Capet. □

INTERVIEW REALISEE PAR CHERIFA

(1) Editions de l'Eclat, Paris, 4, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris.

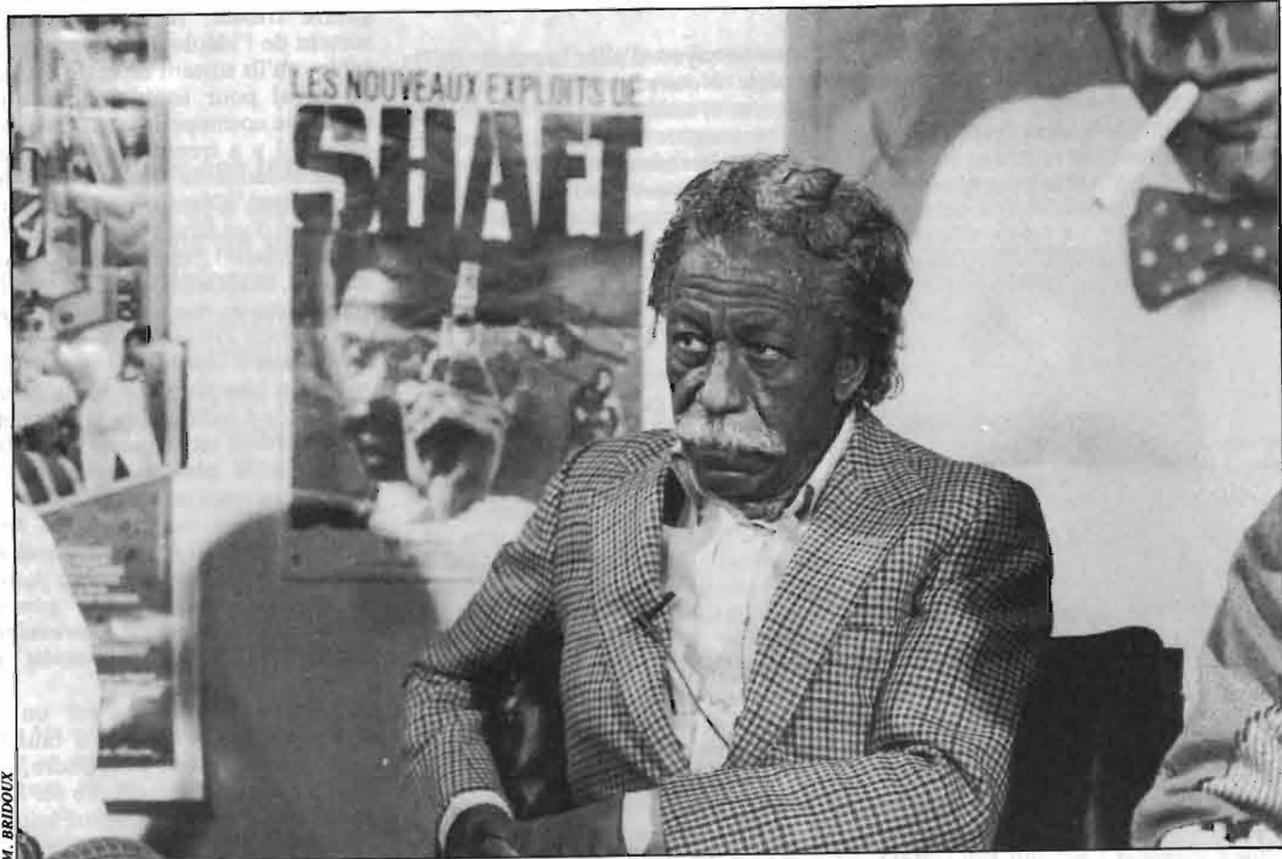
(2) « Nation » pour désigner « La nation arabe ».

N.B. Nous ne pouvons donner que des extraits de la longue interview que les auteurs nous ont donnée. Qu'ils nous en excusent.



L'image du Noir au cinéma et dans la pub

LA CASSE DE L'ONCLE TOM

A Amiens, Gordon Parks, auteur de *Leadbelly*

Obscur objet de désir, où l'attrance se mêle de répulsion dans l'inconscient collectif blanc, l'image du Noir symbolisait le diable il n'y a pas si longtemps encore. Il faudra attendre Jérôme Bosch pour que, de péché, cette image devienne délectable, et les Journées cinématographiques d'Amiens pour qu'elle fasse l'objet d'un panorama critique, par le biais d'une rétrospective du cinéma hollywoodien.

Si le cinéma hollywoodien est né sous le double signe du noir et blanc, l'image du Noir n'y a pas fonctionné de la même façon que celle du Blanc. En effet, le cinéma noir ne commence pas seulement avec Richard Pryor : la première apparition d'un Noir à l'écran remonte à 1903. Il s'agissait alors d'un bon négro tout « frais et moulu » du roman de Beecher-Stowe qui, fouetté, humilié, battu à mort, proclamait encore son amour du maître. *L'Oncle Tom* (1), stéréotype number one de la supersérie hollywoodienne, n'était encore, à l'instar de Bogart, sur l'affiche du festival, qu'un Blanc barbouillé de noir avant les débuts de Sam Lucas, premier acteur de sa génération à interpréter le rôle (2) dans sa couleur originale. Quand l'image du Noir ne renvoyait pas au « buck », figure agressive du mâle noir dans le film de Griffith (3), elle renvoyait au bouffon. Au clown, affublé d'énormes chaussettes blanches, de pantalons larges et à rayures, de vestes à carreaux et de cravates à pois. Pas moyen de le rater, même avec un

revolver à eau, comme dans le film *The Jazz Singer*. Willie Best et Eddie Rochester Anderson en savent quelque chose.

Tropicalisme à gogo

Pour les actrices noires, pas de profil lippu ni de cheveux crépus, jusqu'à ce que Lena Horn, bien après Bessie Smith (4), touche le jack-pot dans l'ordre et rafle tous les lauriers, avec des films comme *Bronze Vénus* (5), *Cabin in the sky* (6) et *Stormy Weather* (7), le film fétiche des générations de jazzmen, avec Fats Waller, Ada Brown et Cab Calloway. Ouvrant ainsi la voie à l'immense Billie Holiday, dans *New Orleans* (8) et à Diana Ross dans *Lady sing the blues*, un film sur la vie de Billie Holiday. La femme noire, jusque-là, mulâtresse de préférence quand elle ne faisait pas dans le tropicalisme à gogo, faisait la pute ou la grosse mama asexuée qui portait toute la patience du monde sur ses épaules... « Yes... Mamz'elle Scarlett... so quick... Mamz'elle Scarlett... ».

C'est avec le scénario du film *Negro Soldier* (9) que Carlton Moss franchira un pas déterminant vers la conquête positive de l'image du Noir par lui-même. Dans les années cinquante de



Louis Armstrong

l'après-fascisme, l'image du héros positif noir se superposa avec celle de Sidney Poitier, remember... Dans la chaleur de la nuit, *Devine qui vient dîner*.

Tout comme Carlton Moss, Gordon Parks (10) s'est déplacé à Amiens le temps de quelques interviews. Qui n'a pas aimé son *Leadbelly*, tourné en 1976 ? Adaptation fidèle de la vie de Huddie Ledbetter, ce musicien de blues et de country music qui jouait de la guitare à douze cordes et qui, sa vie durant, lutta contre la ségrégation imposée par les Blancs, y compris de derrière les barreaux d'une prison fédérale. C'est ce nouveau type de héros, capable de démerde et de révolte que recherche désormais le public noir américain, un peu comme le Richard Wright de *Native Son* (11) ou mieux, le Eddy Murphy du *Flic de Beverly Hills*.

Smurfer-avaleur-de-yaourt

A l'heure où Melvin Van Peebles, Larry Clark, Charles Lane, les nouveaux réalisateurs noirs américains en

marge du cinéma hollywoodien, se mobilisent contre l'apartheid, l'image du Noir fait vendre en Europe. En pub, c'est la ressemblance qui fait recette et pas la différence. « *La peau de votre peau* », chez Lee Cooper, exhale une langueur sensuelle, ou « *La femme n'est plus une esclave* », chez Charles Mosant, distille un parfum de liberté. Je ne parlerai pas des Frères Lissac (12), de Moulinex ou du journal *Actuel*, mais tous les indices concordent, l'image du black fait une entrée fracassante sur le marché de la publicité, alors à quand le ciné, la télé... Poil au nez, car l'Oncle Ben's continue de ressembler étrangement à l'Oncle Tom et le smurfer-avaleur-de-yaourt, version moderne du jazzman, semble perpétuer l'image du Noir bouffon... « *Vahiné, c'est gonflé* ». Rendons grâce aux animateurs du festival d'Amiens de créer l'événement une fois encore. Mais tout reste à faire, comme le font certains publicitaires en

choisissant la voie de l'ouverture, de la couleur, du métissage, lorsqu'ils rendent compte de la dimension plurielle de la société française. □

DANIEL CHAPUT

- (1) *L'Oncle Tom de Edwin S. Porter*.
- (2) *L'Oncle Tom de William Robert, 1914*.
- (3) *Naissance d'une nation, 1915*.
- (4) *Saint Louis Blues, 1929*.
- (5) 1937.
- (6) *Vincente Minelli, 1943*.
- (7) *Andrew Stone, 1943*.
- (8) *Arthur Lubin, 1947, avec Louis Armstrong and his all stars*.
- (9) *Stuart Heisler, Franck Capra, Carlton Moss, 1941*.
- (10) *Learning Tree, 1970, Shaft, 1971*.
- (11) Pierre Chenal, 1951, d'après le roman de R. Wright lui-même, *Native Son*.
- (12) Qui, pourtant, pendant la guerre, proclamaient « n'être pas Isaac ».

L'HOMME DESCEND DU SWING

Le festival d'Amiens entendait rendre un hommage particulier à Gordon Parks. Un nom qui outre-Atlantique fait figure de symbole, dans la mesure où il a été le premier réalisateur noir à pénétrer dans le sanctuaire hollywoodien avec son film *The Learning Tree*. Très entouré durant sa brève apparition, nous avons joué des coudes pour parvenir jusqu'à lui, en anglais dans le texte. Votre premier film a été une drôle d'aventure je crois... Comment en êtes-vous arrivé au cinéma ?

Par l'écriture d'abord. Originaire d'un milieu très pauvre, je voulais témoigner sur la condition des miens. J'ai écrit un roman à partir des images que je gardais en tête sur la bande de gosses dont j'étais, qui, livrés à la rue ont été très vite confrontés au racisme ordinaire. Les plans étaient tellement forts que certains amis y voyaient déjà un film. L'idée a cheminé. J'ai commencé à frapper à quelques portes et les rares qui s'ouvraient y mettaient la condition que les Noirs soient des Blancs. On n'a jamais lâché le morceau. Et puis, un jour, c'est arrivé. Que pensez-vous de l'image du Noir dans le cinéma américain d'aujourd'hui ?

On revient de loin, les mentalités ont bien bougé depuis le début du siècle, surtout après Martin Luther King, les Black Panthers... L'image du Noir se rapproche de plus en plus du Noir lui-même.

Après *The Learning Tree* tourné en 1970, vous avez réalisé *Shaft* (1) et

Leadbelly (2), avez-vous un film fétiche ?

Leadbelly peut-être, parce que je suis aussi musicien et que je crois que l'homme descend du swing.

Vous croulez sous les honneurs, êtes-vous un homme comblé ?

A part l'extrême-droite qui intente procès sur procès pour que mon livre (3) soit retiré des programmes scolaires, je crois que l'Amérique apprécie mon travail. □

Propos recueillis par DC

- (1) 1971 (2) 1976
- (3) « *The Learning Tree* ».

Cab Calloway



STRASS. Cette nouvelle revue noire, *Black and Blue*, annoncée à grand renfort de publicité, m'a fait rêver, je l'avoue, moi qui aurait tant aimé voir la grande Joséphine en son temps... Hélas, le spectacle de Claudio Segovia et Hector Oressoli (que rien n'arrête depuis les succès commerciaux de *Tango Argentino* et *Flamenco Puro*) est loin d'atteindre son but : la résurgence d'un genre qui est l'osmose du blues et de la danse jazz.

En dépit du talent de certains artistes exceptionnels, il ne s'agit que d'une succession de tableaux où l'abondance de strass étouffe toute velléité de sensualité. Seules rescapées de cette aseptisation générale, les trois chanteuses Ruth Brown, Linda Hopkins et Sandra Reaves-Phillips. Pulpeuses et drôles, leur imposant tour de taille n'amointrit en rien leur sens fou de l'érotisme, à faire pâlir d'envie les belles du Crazy Horse...

A elles, sans aucun doute, nous devons les moments les plus intenses de la soirée, ainsi qu'à certains numéros de claquettes : les prestations du fameux Jimmy Slide au sein du groupe des Hoofers (deux du film *Cotton Club*), ainsi que les duos réunissant le danseur Georges Hillman, âgé de soixante-dix-huit ans, avec le benjamin de la troupe, le jeune Savion Glover (plus doué que lui, tu meurs !).

Dents blanches et sourire béat de rigueur, ce spectacle est dans le plus pur style des revues américaines, dans ce qu'elles ont de meilleur - chorégraphie bien réglée, pas une jambe qui dépasse - et de pire, c'est-à-dire l'absence

de surprise ou d'ambiguïté qui engendrerait une émotion durable. □

CHANTAL LANGEARD

Black and Blue, TMP-Châtelet jusqu'au 25 janvier. Tél. : 42.61.19.83.

UN SAMPEAH POUR UN BRAVO. A peine est-on allé au Soleil, écouter, voir *L'histoire terrible, mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge*, que déjà on voudrait y retourner. Comme on va à l'école ouvrir le grand livre d'une histoire si proche de nous. Terrible histoire qui nous laisse assis tout comme les comédiens qui terminent la deuxième époque du spectacle en demeurant face à nous, l'air d'écouter l'écho des derniers mots d'un des leurs : « Tu sais, nous qui sommes morts, nous avons les désirs, mais pas la force. »

Spectateurs, avons-nous et le désir et la force de bouger de nos sièges et crier pour le retour d'un pays à son peuple, d'un roi à son pays et à ses deuils ? Cette magnifique pièce écrite par Hélène Cixous nous en dit long du deuil, de la séparation, de la force vivante des morts sur nos actions, de l'exil.

Comble de justesse pour un spectacle qui tient et du cirque avec ses garçons de piste, ses coups de gong de l'orchestre, et de l'opéra avec les mélodies de chacun des personnages, Ariane Mnouchkine a su mettre son art à donner, elle aussi, dans une grandeur sobre, la force de l'essentiel.

Si l'on sent ce spectacle de la lignée des Shakespeare, les rideaux de riches étoffes, les costumes de samouraï ont pourtant laissé place à des « vêtements de tous les jours ». L'important ici va

devenir le sol même, un bois sublime sur lequel les acteurs nous offrent des miracles.

Allez assister à celui du onzième orteil par exemple, au terrible moment où Sihanouk crache à l'ambassadeur des Etats-Unis qui le prend de haut : « Tenez, voyez les journaux. D'abord le Cambodge est petit, ensuite, il est très petit, le lendemain, je lis qu'il est extrêmement petit, le voilà minuscule, c'est le royaume de poche, c'est un reste inutile, c'est un onzième orteil, c'est une poussière dans votre œil, c'est une croûte, c'est un rien ! Où est-il ? il va disparaître. Il a disparu ! » Et sur ces mots Georges Bigot qui incarne Sihanouk de sembler faire crever une bulle de savon. □

SERGE HUREAU

Théâtre du Soleil, Cartoucherie de Vincennes, en janvier.

EN IMAGE

TARGET. Walter Lloyd, héros du dernier film d'Arthur Penn, *Target*, est le contraire d'un Rambo. Lloyd, ancien agent de la CIA, est un homme las de vivre et coulé de remords. Qu'il ait été blanchi et nanti d'une nouvelle identité par son employeur qui lui conseille de se faire oublier ne suffit pas à lui faire retrouver la sérénité. Il ne nourrit pas d'esprit de revanche, ses actions passées au service du pays sont pour lui source de doutes et de dégoûts.

Rambo ignore les remords, seul le fait agir le sentiment d'avoir été floué au Viet-Nam et sa conviction, body-building oblige, d'être une bête de guerre. Walter Lloyd, interprété par un Gene Hackmann ridé, fatigué, souffre d'avoir mis sa propre intelligence au service de coups fourrés. Après tant de mensonges la vie avec une femme et un fils qui n'ont jamais rien su de ses activités est également un tourment. Dans *Bonnie and Clyde*, Arthur Penn s'en était pris au mythe du grand bandit conquérant des cœurs et des coffre-forts. Avec *Target* (la cible, titre qui suggère la détermination de l'agent secret) il tord le cou à toutes les raisons d'Etat et autres manœuvres de déstabilisation.

Quand son épouse disparaît, Walter pense qu'on règle son compte à l'ancien agent. Le réalisateur semble vouloir dire que dans un pays vraiment démocrate, et Arthur Penn n'a jamais cessé de croire à une Amérique à la recherche du bonheur et de la justice, les pères ne devraient pas avoir à rougir devant leurs fils de leurs engagements pour la raison d'Etat. Ce fils qui interroge son père est un peu l'image d'une Amérique qui se voudrait toujours jeune et innocente, image perdue maintes fois, les films de Penn en font, l'un après l'autre, le constat, mais que pour lui, il ne faut jamais cesser de poursuivre. **C. D.**



Bâton Rouge, de Rachid Bouchareb.

BRAVO. Pour une fois, un film sélectionné dans plusieurs festivals, le festival de Montpellier (qui ne décerne pas de prix) puis le festival d'Amiens qui lui a attribué son Grand Prix, sort dans les salles. Ce film, *Bâton Rouge* est l'œuvre d'un jeune réalisateur, Rachid Bouchareb. Croire à ses rêves, c'est déjà le réaliser. Les trois copains, Mozart, Abdenour et Karim qui se rendent aux Etats-Unis croient à la possibilité de créer tout, tout de suite. L'amitié indéfectible qui unit les trois garçons exclut d'emblée tout racisme pour faire place à une solidarité militante et joyeuse. Ça nous fait bien plaisir de voir la sortie d'un film distingué par un festival créé à l'initiative du MRAP.

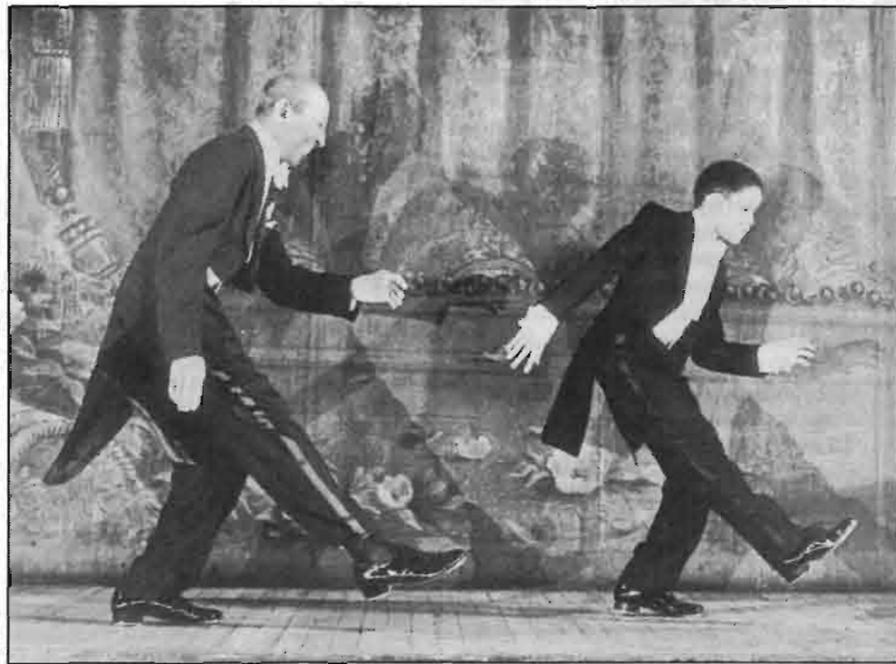
C. D.

BAYAN KO du cinéaste philippin, Lino Brocka, a été tourné clandestinement en 1984, peu après l'assassinat du leader de l'opposition Aquino. Lors de sa présentation au festival de Cannes, Lino Brocka avait étonné le public par sa détermination : continuer à faire des films, continuer à lutter contre la dictature du président Marcos. Il a choisi de faire une œuvre qualifiée de « film noir » par la critique française qui lui a trouvé des ressemblances avec certains films américains de John Berry. Ce n'est pas là coquetterie d'auteur. « Mais, a-t-il expliqué, cette forme convient le mieux à la modestie du budget et au type d'histoire que je raconte. J'ai tourné au milieu du petit peuple de Manille qui sait quel genre de

films je fais. Je me sentais chez moi. Tous les policiers du film sont de vrais policiers. Certains ont fermé les yeux sur notre tournage, d'autres ont collaboré activement avec nous. » Les rapports sociaux dans la société philippine sont fondés sur de violents affrontements. Le couple d'ouvriers du film, Luz et Turing, est soumis au bon vouloir de leur patron qui accorde, paternaliste, un congé à Luz enceinte, Congé sans solde, à condition que Turing n'adhère pas au syndicat. Brocka réussit à filmer l'urgence, l'impasse dans laquelle se trouvent ses héros et son pays sans qu'un instant le plaisir du spectateur en soit affecté. □

CHRISTIANE DANCIE

Cinéma sans visa, sur FR3, le 15 janvier.



Black and Blue.



7, rue Decrès - 75014 Paris
Tél. : (1) 45.40.40.75

Production - Edition - Distribution

DISQUES - K7 - VIDEOCASSETTES ARABES

(Oum Kalsoum - Idir - Warda - Farid El Atrache - Cheb Khaled...)

EGALEMENT DISQUES AFRICAINS, CORSES...

**Fournisseur des C.E., associations, disquaires, discothèques municipales
(Catalogue et tarif sur demande)**

La République et l'antiracisme (II)

L'arrivée du jour de gloire

Au milieu de la grisaille générale qui règne avant la révolution de 1848, Victor Schoelcher reprend le flambeau de l'égalité. En février 1848, la monarchie de Juillet tombe sous la pression des barricades. Quelques mois plus tard, la seconde République abolit l'esclavage dans toutes les colonies françaises. Cette fois sera la bonne.

« à cheval sur une lame tranchante, les pieds portant dans des étriers. Des liens disposés d'une certaine façon empêchent qu'il ne puisse tomber autrement que perpendiculairement, à cheval sur la lame. Pour éviter les atteintes de la lame, le malheureux (...) est obligé de tenir les jarrets continuellement tendus ». Il va rester ainsi près de 48 heures. Lorsque la fatigue est trop forte, il s'effondre. La douleur le relève. La mort est sa délivrance.

Ce que fêtent les familles fortunées de Guadeloupe n'a rien à voir avec l'égalité révolutionnaire, et la République ne mérite plus son nom. Bonaparte l'a confisquée en France. Il l'abolit outre-mer. Un arrêté consulaire du 16 juillet 1802 stipule laconiquement : « La colonie de la Guadeloupe et dépendances sera régie à l'instar de la Martinique, de Sainte-Lucie, de Tabago et des colonies orientales, par les mêmes lois qui y étaient en vigueur en 1789. » L'homme qui va périr sur la lame de la cage de fer est l'un de ces citoyens français, jadis esclaves, qui ont osé faire valoir ce « droit de résistance à l'oppression » proclamé par l'Assemblée nationale après la prise de la Bastille.

Ah, quelle est douce, cette fin de l'an X, dans la colonie de Guadeloupe ! Huit ans après l'abolition de l'esclavage par la Convention, le tout-Pointe-à-Pitre n'en revient pas de tant s'amuser, de ces festivités incessantes qui donnent le vertige aux belles créoles, alors que les vents de la nuit apaisent un peu les touffeurs tropicales. Mais tout le monde n'est pas à la fête. Il y a dans la ville un échafaud sur lequel on a dressé une cage de fer. Un condamné y est placé

Et pourtant, ce sont bien ces citoyens français qui ont chassé l'Anglais de Guadeloupe et l'on rendue à la République. Lorsqu'ils ont compris que le Premier consul voulait leur arracher une citoyenneté si chèrement payée et rétablir l'esclavage, ils se sont battus avec l'énergie du désespoir.

Leur foi républicaine éclate dans la proclamation pathétique du colonel Delgrès, chef de la résistance : « Et vous, Premier consul de la République, vous, guerrier philosophe de qui nous attendions la justice qui nous était due, pourquoi faut-il que nous ayons à déplorer notre éloignement du foyer d'où partent les conceptions sublimes que vous nous avez si souvent fait admirer ? »

Les Républicains de Guadeloupe sont écrasés, mais ceux de Saint-Domingue, plus nombreux, plus aguerris, mènent la vie dure aux armées consulaires. Il est significatif que Napoléon connaisse sa première défaite militaire face aux citoyens insurgés de Saint-Domingue qui chargent derrière le drapeau tricolore, en chantant la Marseillaise, les soldats venus de France pour les asservir. La forfaiture de Bonaparte coûte cher à la France et à l'humanité. Saint-Domingue proclame l'indépendance sous le nom de Haïti, le 1^{er} janvier 1804. Trahie, privée de son rêve antiraciste, l'ancienne colonie massacra tous les Blancs l'année suivante. Napoléon lui-même, vaincu par les peuples d'Europe dont il avait failli être le libérateur, se souviendra, à Sainte-Hélène, de cette cuisante et symbolique défaite : « C'était une grande erreur d'avoir voulu soumettre Saint-Domingue par la force. Je devais me contenter de la gouverner par Toussaint. »

Pendant près d'un demi-siècle (du 18 brumaire à la Révolution de 1848), il n'y a plus de République. Au milieu des minables règlements de compte de la Restauration, la liberté de culte parvient vaille que vaille à se maintenir, mais l'esclavage et la traite prospèrent dans les colonies. Même les mouvements philanthropiques qui larminoient en faveur des pauvres nègres sont anémiés par la médiocrité ambiante. Lamartine, membre influent de la Société pour l'abolition de l'esclavage, est un bon exemple de cet abolitionnisme honteux empêtré dans le « réalisme » qu'impose la domination du tiroir-caisse. Dans un discours

de 1835 devant la Chambre louis-philipparde, il explique aux députés convaincus d'avance : « Nous ne devons pas oublier (...) que ce que nous traitons froidement et sans danger à cette tribune touche à la propriété, à la fortune, à la vie de nos compatriotes des colonies (NDLR : les Blancs propriétaires d'esclaves), que nous devons veiller à leur sûreté, que nous ne devons éveiller dans les esclaves d'autres espérances que celles que nous pourrions satisfaire sans commotion pour les colonies, sans ruine pour les propriétés, sans trouble et sans agitation pour les esclaves. »

A côté de notre scrupuleux poète, les industriels de la betterave apparaissent comme des extrémistes. Ils lancent à la même époque cette réclame humanitaire : « Le sucre de canne est le vil produit de l'esclavage, tandis que le sucre indigène (français) est le noble produit du travail libre. » Au milieu de cette grisaille, c'est un républicain farouche, Victor Schoelcher, qui reprend le flambeau de l'égalité.

En 1838, il participe à un concours organisé par la Société pour l'abolition sur le thème : « Quels seraient les moyens d'extirper le préjugé barbare et injuste des Blancs contre la couleur des Africains ? » Le jury, présidé par le duc de Broglie, lui accorde une « mention honorable » qui cache mal son embarras. Schoelcher a commis deux indiscretions. Il a rappelé que « le préjugé contre la couleur des Noirs se lie intimement au fait de la domination que l'homme blanc exerce sur l'homme noir ». C'est faire de l'abolition une condition nécessaire à l'anéantissement du préjugé, et mettre le pouvoir en accusation. Ensuite, ses longs développements sur l'histoire africaine ont déplu. Il y évoque la grandeur des empires soudanais, la valeur d'un Toussaint Louverture, rappelle, citant un article, que « sur la rive gauche du Sénégal, on trouve plus de Nègres sachant lire et écrire l'arabe (...) que l'on ne trouverait dans nos campagnes de paysans sachant lire et écrire ». En invitant la civilisation européenne à plus de modestie, il désamorce le cœur même du préjugé et se démarque de l'abolitionnisme paternaliste des notables auxquels il a confié sa copie.

L'esprit de la République est revenu. Schoelcher côtoie des cercles socialistes et l'on retrouve dans son argumentation les préoccupations des ouvriers révolutionnaires de 1848. Aux esclavagistes qui évoquent leur ruine inévitable en cas d'émancipation, il répond : « Je ne pense pas un instant à lier la notion de votre profit à celle du salaire mérité par le travail. » Et il retrouve l'inspiration de la première République lorsqu'il écrit, dès 1833 : « Pour l'esclave comme pour le peuple opprimé, l'insurrection est le plus saint des devoirs. »

A mesure qu'on approche de 1848, l'opposition républicaine se renforce. Son programme colonial a été brièvement résumé par Schoelcher : abolition immédiate ! En 1844, des milliers d'ouvriers parisiens et lyonnais pétitionnent en faveur de cette revendication : « Nous éprouvons (...) le besoin de protester hautement, au nom de la classe ouvrière, contre les souteneurs de l'esclavage qui osent prétendre, eux qui agissent en connaissance de cause, que le

sort des ouvriers français est plus déplorable que celui des esclaves (c'était un des arguments des propriétaires coloniaux contre l'abolition) » et dans le plus pur style de la tradition républicaine, ces ouvriers proclament : « C'est pour obéir au grand principe de la fraternité humaine que nous venons de faire entendre notre voix en faveur de nos malheureux frères les esclaves. » Dans les colonies, les esprits s'échauffent. Les propriétaires se cramponnent au système et renforcent encore l'étanchéité des barrières raciales. Les fuites d'esclaves vers les îles anglaises se multiplient. Les ateliers sont en effervescence.

En février 1848, la monarchie de Juillet tombe sous la pression des barricades parisiennes. C'est la République ! Le savant François Arago, vieux républicain et ami de Schoelcher, est nommé par acclamation ministre de la Marine et des colonies dans le gouvernement provisoire. Face aux cris des planteurs qui l'assaillent, il hésite à prendre des décisions révolutionnaires sur la question de

l'esclavage. Schoelcher, qui arrive à Paris, le 3 mars, court chez Arago : « Il ne faut pas attendre, supplie-t-il, sans quoi, au contraire de ce que vous ont raconté les colons, c'est la Révolution, le sang et la ruine aux colonies. Sur mon honneur, je vous assure que les colons n'auront pas à pâtir si l'abolition est immédiate. Dans le cas contraire, je ne garantis rien. »

Arago, gêné, tend une feuille de papier à son interlocuteur : « Tenez, Schoelcher, installez-vous là; Ecrivez vous-même... » Sur papier à en-tête de la République française, au-dessous de la devise Liberté, Egalité, Fraternité. Victor Schoelcher inscrit : « Le gouvernement provisoire de la République,

considérant que nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves, décrète : une commission est instituée auprès du ministre provisoire de la Marine et des Colonies pour préparer dans le plus bref délai « l'acte d'émancipation ». Le 26 mars, la Martinique apprend que la République est proclamée. L'information soulève les esclaves. Pour eux, le nouveau régime signifie la liberté. Face aux atermoiements de l'administration qui déclare : « Rien n'est changé jusqu'à présent. Vous demeurez esclaves jusqu'à la promulgation de la loi », les Martiniquais se révoltent. Le 23 mai, le conseil municipal de Fort-de-France est contraint de proclamer l'abolition immédiate de l'esclavage.

Lorsque l'envoyé du gouvernement de la République accoste à Fort-de-France, le 3 juin 1848, muni de l'acte officiel d'émancipation, il n'y a déjà plus un seul esclave en Martinique. L'esprit de la République a réédité l'épopée de 1794. Les ouvriers de Paris que le suffrage censitaire excluait de la vie publique ont renversé le trône. Les esclaves des colonies n'ont pas voulu être en reste et brisent leurs chaînes. Les uns et les autres redeviennent citoyens. Et c'est « au nom du peuple français » que la deuxième République décrète, cette fois pour toujours : « L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies françaises... »

JEAN-LOUIS SAGOT-DUVAUROUX

Prochain article : La troisième République.



Quand l'insurrection devient un devoir...

Fête nationale



Jesse Jackson, Randall Robinson, les héritiers de MLK, devant l'ambassade d'Afrique du Sud aux Etats-Unis.

LUTHER KING

A partir de dorénavant, le 15 janvier, jour anniversaire de la naissance de M.L.K. est fête nationale aux USA. Une façon pieuse de l'enterrer. Mais les héritiers veillent... et ceux qui luttent en son nom sont légion, à commencer par Jesse Jackson.

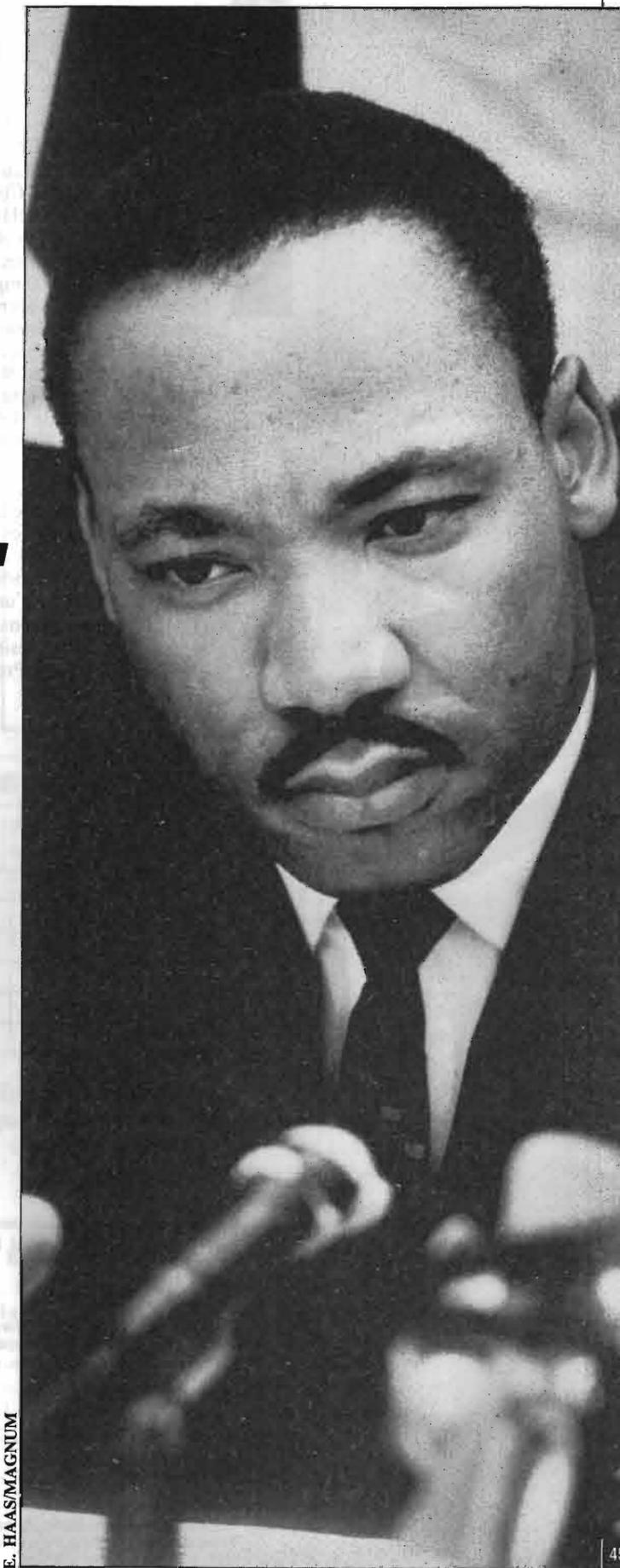
Il n'en est rien, tout le monde le sait. Les Noirs des Etats-Unis, après les progrès des années 60, connaissent aujourd'hui la pire situation qu'ils aient vécue depuis la grande dépression de 1930. Dès son premier budget, Reagan a pratiqué des coupes sombres dans les budgets sociaux, dont les Noirs sont malheureusement les principaux bénéficiaires, et sans lesquels la majorité d'entre eux ne peut survivre.

Ainsi, le budget fédéral d'aide sociale a été réduit de vingt milliards de dollars depuis trois ans. Les coupes portent principalement sur les tickets alimentaires (food stamps), sur les déjeuners servis aux enfants des écoles, sur l'aide aux familles nombreuses (welfare), sur les subventions aux HLM, sur les budgets d'éducatons et de santé. Les Noirs sont les plus frappés par le chômage, deux fois plus que les Blancs, sur la moyenne nationale.

Le 15 janvier, jour de la naissance de Martin Luther King Jr, est désormais jour de fête nationale aux Etats-Unis. Est-ce à dire que la nation américaine reconnaît les objectifs de son combat, que les Noirs sont enfin devenus des Américains à part entière ?

Pour couronner le tout, toujours sous prétexte d'économies, l'administration Reagan s'est attaquée méthodiquement aux acquis des Droits civiques de 1964. Déjà, c'en est fini de l'« affirmative action » (1), du « busing » (2) et même de l'intégration scolaire puisque Reagan a décidé d'accorder des subventions à des établissements pratiquant la ségrégation. Aujourd'hui, il modifie la Loi sur le droit de vote de 1965, en sorte de priver de leurs droits des millions d'électeurs appartenant aux minorités ethniques. Les mouvements néo-nazis, le Ku-Klux-Klan ont pris un nouvel essor et les Noirs sont toujours leur cible privilégiée. Le racisme est toujours inscrit implicitement dans la législation américaine et le fossé entre les Noirs et les Blancs n'a fait que s'élargir depuis dix ans. Contre toutes ces attaques, la communauté noire réagit, évidemment. On assiste aujourd'hui à une multitude d'actions au plan local contre les compressions budgétaires, les fermetures d'écoles ou d'hôpitaux, pour la défense de l'habitat et la rénovation des quartiers déshérités. Les pasteurs et les prêtres prennent une place importante dans ces actions. Les organisations de quartier sont animées par des jeunes Noirs progressistes, d'ancien militants du SNCC (3), ou des Panthères noires et, très souvent, par des femmes, dont il faut souligner le rôle grandissant de leadership dans les quartiers pauvres. Mais il n'y a pas un grand mouvement national, pas de leader charismatique. Qu'est-il arrivé à la révolution noire

Martin Luther King.



des années 50 et 60 et du début des années 70 ? Le « rêve » de Martin Luther King a-t-il été tué en même temps que lui ?

Il faut se souvenir que le Mouvement noir a dû subir une implacable attaque concertée de la part du gouvernement américain, qui allait du programme anti-pauvreté (dont l'objectif était en fait de se débarrasser d'une certaine catégorie de leaders noirs) à l'assassinat politique (4), au plan *Cointelpro* du FBI (5) et à l'inondation des communautés noires par la drogue.

Que reste-t-il aujourd'hui de la pensée de Martin Luther King ? Il est sûr que son action s'inscrivait parfaitement dans le contexte d'alors de l'histoire des Noirs américains. Il est sûr également qu'elle ne correspondrait plus aux données actuelles. Mais, les idées fondamentales de Martin Luther King sustentent toujours l'essentiel des luttes des Noirs aujourd'hui.

Déjà, dans son « rêve », à Washington en 1963, il avait affirmé qu'il n'était pas seulement un leader noir luttant pour les droits civiques de son peuple, mais qu'il s'adressait à tous les Américains. Son mouvement voulait libérer la nation américaine et aider le peuple tout entier à se libérer

CANONISÉ

lui-même. Martin Luther King désignait le système lui-même comme la racine du mal. Il prêchait « une révolution de notre système de valeurs » (6). Par là, il devenait très dangereux. Au point qu'on n'hésita pas à l'assassiner.

Mais son message a été reçu. Et aujourd'hui, les Noirs luttent pour l'union de tous les Américains, quelle que soit leur couleur, leur religion, leur philosophie. C'est la *Rainbow coalition* qui fut le moteur de la campagne électorale de Jesse Jackson en 1984. C'est l'immense succès de la marche sur Washington du 27 août 1983 qui réunit trois cent mille personnes de toutes les couleurs, encore plus qu'en 1963.

Pour Martin Luther King, la situation des Noirs aux Etats-Unis n'était qu'un aspect d'une oppression mondiale, et il prônait l'unité du peuple noir américain avec les peuples du tiers monde en lutte pour leur indépendance. Il voulait que le monde devienne une « communauté bien-aimée ».

Là encore, sa pensée est toujours bien vivante de nos jours. Le soutien des Noirs va aux Palestiniens. Ils sont actuellement aux avant-postes dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Depuis plus d'un an, ils manifestent devant la Maison Blanche pour exiger la fin de la collaboration économique et militaire des Etats-Unis avec Pretoria. Tous, députés, élus municipaux, leaders politiques et spirituels, artistes, sportifs, simples citoyens... Martin Luther King s'était aperçu aussi que la persuasion morale ne suffit pas et que le combat doit s'appuyer sur un pouvoir politique réel.

Depuis le milieu des années 70, tous les mouvements noirs ont adopté la stratégie électorale et il y a aujourd'hui vingt-et-un députés noirs à la Chambre des Représentants (mais pas un seul sénateur noir), de nombreux maires noirs, y compris dans les grandes villes comme Cleveland, Chicago, Philadelphie, Atlanta ou Detroit, des juges, des hauts fonctionnaires, etc. Bien qu'ils ne représentent encore que 1 % des élus américains et que, le plus souvent, ces élus noirs sont condamnés à pratiquer l'art du

E. HAAS/MAGNUM

7 Jusqu'au 12, spectacle de chants populaires de l'Himalaya à la Maison des cultures du monde à Paris. Le chant des fous, les Bauls du Bengale, le Chakri et le Bhakha du Cachemire à l'honneur. □

8 Lettre de Juliette à Térésa, une chorégraphie de Bernadette Doneux, au 18 Théâtre, jusqu'au 19. 16, rue Georgette-Agutte, 75018 Paris. Tél. : 42.26.47.47. □

9 Jusqu'au 15, représentations du *Mystère de la joie* de l'abbé Pierre, au théâtre des Mazades à Toulouse. Cette pièce de théâtre mise en scène par Francis Morane, sera reprise au théâtre municipal de Grenoble les 17 et 18 janvier, puis le 18 février par le théâtre André-Malraux à Rueil-Malmaison ; enfin, les 21 et 22 février par le Théâtre Jean-Vilar à Suresnes. □

9 Festival culturel japonais : spectacles, représentations, expositions, art et artisanat japonais, salle Athéna à Nice, jusqu'au 20. □

10 et 11, séminaire sur le thème *Voyages, accueils dans le tiers monde, plan d'aménagement et développement*, organisé par Dev-Tour, à l'IFOCAP, 6 bis, avenue Henri-Barbusse, 91210 Draveil. Tél. : 48.24.18.18. □

10 Jusqu'au 19, représentations théâtrales de la pièce d'Italo Svevo, *les Deux Cousins*. Mise en scène par Laurence Février, cette création, dont les principaux rôles sont tenus par Martine Bertrand, André Chaumeau, Laurence Fé-

vrier, Anita Plessner, Catherine Raffaelli, Rodolfo de Souza et Patrice Thoméré, s'inscrit dans le cadre de l'exposition *Le bateau blanc*, organisé par le centre Georges-Pompidou.

Après son passage à Beaubourg, ce spectacle sera présenté au CECAS de Pavillons-sous-Bois, du 23 au 26 et le 28 au théâtre municipal de Chartres. En février, *les Deux Cousins* seront au CAC de Saint-Cyr-l'École le 1^{er}, à l'Agora d'Evry les 18 et 19, le 22 au centre culturel Robert-Desnos à Ris-Orangis, le 28 février et le 1^{er} mars au CEC de Val-d'Yerres, le 14 mars au théâtre Claude-Debussy à Maisons-Alfort, le 25 au théâtre municipal de Metz, le 27 à l'Espace planoise à Besançon et enfin, les 22 et 23 avril à la maison de la Culture de Bourges et le 25 au Théâtre municipal d'Epinal. □

11 Dernier soir pour découvrir *Boulevard du mélodrame*, une pièce de Juan Pí-neiro, mise en scène par Alfredo Arias, avec Jean Rochefort. Renseignements et réservations : théâtre de la Commune à Aubervilliers, 2, rue Edouard-Poisson, 93300 Aubervilliers. Tél. : 48.34.67.67. □

13 Jusqu'au 29, Christian Peythieu présente *les Corps électriques*, inspiré de *Manhattan Transfert*, de John dos Passos, salle Marcelin-Berthelot à Montreuil. Une coproduction CAC Montreuil, CDC Calais et centre culturel de la Courneuve. □

15 Jusqu'au 25, *Opérette de luxe*, un spectacle musical, chorégraphique et scénographique présenté au Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 75011 Paris. Tél. : 43.57.42.14. □

15 Projection du film de N. Lilienstein, *les Révolutionnaires du Yiddishland*, au centre Georges-Pompidou, pendant douze jours. □

15 One-woman-show de Yolande Moreau, dans *Sale Affaire du sexe et du crime*. Cette histoire belge est présentée au Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, 75004 Paris. Tél. : 48.87.82.48. □

18 Dernier soir pour voir *Lucrèce Borgia*, de Victor Hugo, d'après une mise en scène d'Antoine Vitez au Théâtre national de Chaillot. □

18 *Musiques actuelles Nice Côte d'Azur*. Ce carrefour musical propose 29 concerts et 36 créations à Nice, jusqu'au 1^{er} mars. □

21 Pendant trois jours, présentation, par le théâtre des Jeunes Années de Lyon, de la pièce de Akira Sanéto, *les Yeux bleus du dragon*, au théâtre des Louvrais, à Cergy-Pontoise. Mise en scène par Maurice Yendt et Michel Dieuaide, ce spectacle sera repris au centre d'action culturelle Pablo-Neruda à Corbeil-Essonnes, du 27 au 30 janvier. □

21 Jusqu'au 8 mars, Danièle Vezolles et Alfredo Arias présentent *la Vie de Clara Gazul*, une pièce construite autour du Théâtre de Clara Gazul, de Prosper Mérimée. Renseignements et réservations : Théâtre de la Commune à Aubervilliers. Tél. : 48.34.67.67. □

22 *L'avenir de la protection sociale : la réponse des jeunes*, colloque organisé par la Mutuelle nationale des étudiants de France, à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. □

24 La première de *Così fan tutte*, l'opéra de Mozart, dirigé par sir John Pritchard, au Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Tél. : 47.21.22.25. □

25 Week-end de formation intitulé *Mexique 86*, organisé par le Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples. Seront abordés : les mouvements urbains populaires, les droits de l'homme, les In-

diens, le problème de la terre, l'agriculture. Renseignements : CRIDEV, 41, avenue Janvier, 35000 Rennes. Tél. : 99.30.27.20. □

28 *Slask*, le Ballet national de Pologne se produit au Rutebeuf, 16-18, allée Gambetta, 92110 Clichy. Tél. : 47.39.28.58. □

30 Conversation-rencontre sur le thème *L'Inde : actualité politique et sociale*, au centre Georges-Pompidou. □

FÉVRIER

3 Premier Festival de la *Commedia dell'arte*, dans le cadre du 102^e anniversaire du carnaval de Nice, pendant une semaine dans la vieille ville sur le cours Saleya à Nice. □

4 Spectacle de danse sur les épisodes de *la Vie de Krishna*. Cette danse sacrée du Raslila se tient à la Maison des cultures du monde à Paris. □

4 *L'emploi des immigrés dans un contexte de crise économique et de transformation du travail*, tel est le thème de la série d'interventions-débats, organisée par le centre Sèvres, jusqu'au 18 mars. Inscriptions et renseignements : centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris. Tél. : 45.44.58.91. □

5 Dernière chance d'assister à la revue naïve *les Tourlourous*. Mis en scène et réalisé par Jean-Marie Sénia, ce spectacle traite, entre autres, des rapports du colon avec son pioupiou, au TEP, 159, avenue Gambetta, 75020 Paris. Tél. : 43.64.80.80. □

9 Clôture de l'exposition des œuvres inédites de *Richard Baqué* au Centre d'art dramatique contemporain, 61, cours Julien, 13006 Marseille. Tél. : 91.42.18.01. □

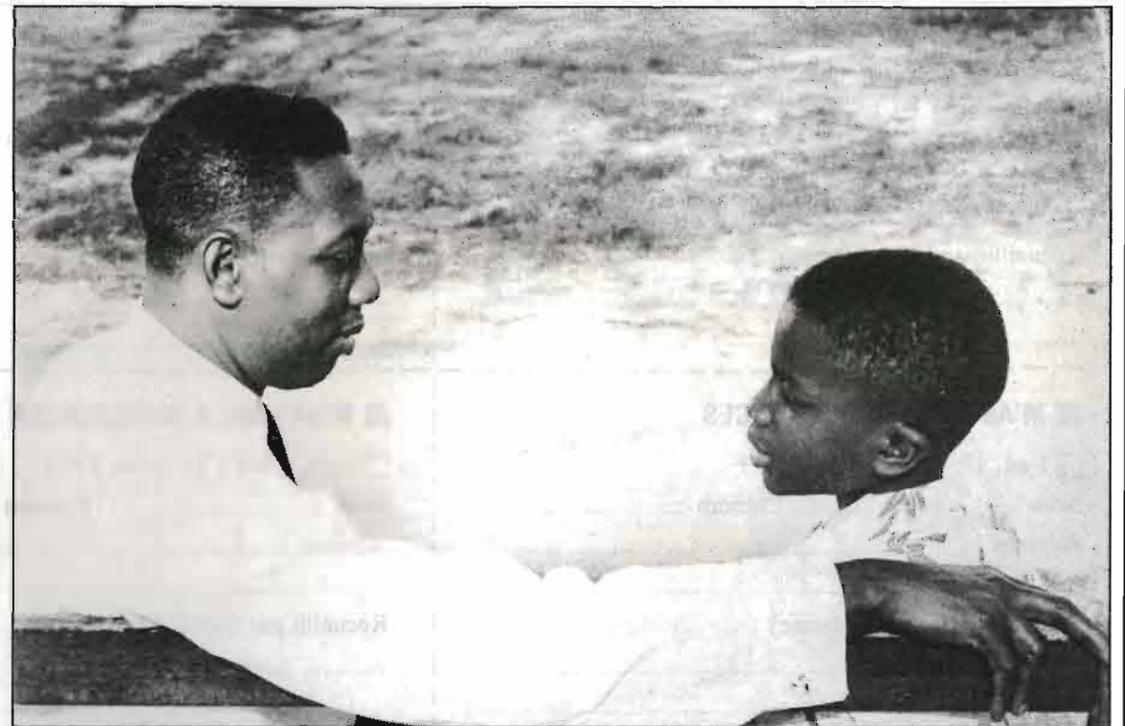
12 Jusqu'au 23, *Voyage au bout d'un rêve*, création chorégraphique qui relate l'histoire d'une jeune danseuse aborigène, par la compagnie Brolga et Rosyln Watson, au 18 Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, 75018 Paris. Tél. : 42.26.47.47. □

13 *Vienne 1880-1938 : la joyeuse apocalypse*, tel est le thème de la grande exposition pluridisciplinaire que propose le centre Georges-Pompidou jusqu'au 5 mai. □

Agenda réalisé par Dolores ALOIA

Suite de la page 45

MLK, « le levier qui a soulevé la conscience de la communauté noire ».



compromis, cette stratégie électorale continue d'animer le combat des Noirs, dans la lignée de la pensée de Martin Luther King. Elle a trouvé son apogée dans la candidature de Jesse Jackson pour la présidence des Etats-Unis. Cette candidature n'a pas été seulement symbolique. Elle a remobilisé électoralement les Noirs qui avaient été découragés après la première élection de Reagan ; elle a proposé aux Américains une autre société fraternelle et juste, tournée vers tous les peuples qui luttent pour leur émancipation, elle a suscité une mobilisation sans précédent des hommes de progrès et elle a provoqué de profonds remous au sein du parti démocrate.

On connaît la lutte pour la paix menée par Martin Luther King, sans laquelle il est illusoire de vouloir la justice et la liberté. Aujourd'hui, les mouvements noirs l'ont inscrite en préalable à leurs luttes. Le 27 août 1983, la Paix figurait en tête sur les pancartes et banderoles.

Quelle que soit la forme que prendra dorénavant la lutte des Noirs aux Etats-Unis, même si elle est éloignée de celle que lui avait donnée Martin Luther King, il reste que celui-ci a été bien davantage qu'un symbole. « Il a été le

levier qui a soulevé cette communauté et l'a mise dans la rue pour le juste combat. » (7) Et maintenant, les Noirs veulent une autonomie et une identité politique et culturelle qui entraînera une prise de distance par rapport au système américain, mais qui restera néanmoins dans le cadre de la nation américaine. Cette spécificité rendra à l'Amérique sa véritable identité humaine. □

ROBERT PAC

(1) *Affirmative action* : Quotas à l'embauche des Noirs, des minoritaires et des femmes dans les entreprises travaillant pour le compte du gouvernement.

(2) *Busing* : Transport obligatoire des élèves blancs vers des écoles noirs et réciproquement afin de réaliser l'intégration scolaire.

(3) *SNCC* : Comité de Coordination des Etudiants Non-violents (on prononçait Snick) qui devint un élément moteur du « Black Power » sous la direction de Stockely Carmichael.

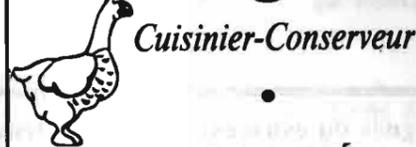
(4) Outre les assassinats de Malcolm X et de Martin Luther King, on doit attribuer au FBI le meurtre de 40 militants noirs entre 1968 et 1971. Plus de 300 autres furent arrêtés et emprisonnés sans jugement.

(5) *Cointelpro* : Programme de contre-espionnage intérieur destiné à détruire les mouvements noirs, indiens, etc. et à « éliminer » leurs dirigeants.

(6) *In La seule révolution*, Paris, Casterman, 1968.

(7) *In Dieu est noir*, de Bruno Chenu, Paris, éd. Le Centurion, 1977.

Jean Legrand



Cuisinier-Conservateur

TOUTE L'ANNÉE
Foie Gras Frais d'Oie et Canard
Ses magrets de canard frais
ou fumés
Ses plats grande cuisine

58, rue des Mathurins
75008 PARIS Tél.: 42.65.50.46

18, rue Montmartre
75001 PARIS Tél.: 42.36.03.52

les éditions ouvrières

12 avenue Sœur-Rosalie
75621 Paris Cedex 13

Ouvrage collectif
ILS TISSENT LES COULEURS DE LA FRANCE
La vie et la parole de migrants bâtissent l'épopée France.
Collection "Le Feu de la vie"
154 pages - 44 F

Michel QUOIST
PARLE-MOI D'AMOUR
Avec Michel Quoist l'AMOUR redevient mystère, exigence, poésie.
264 pages - 68 F

JE M'ABONNE A DIFFERENCES 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JE M'ABONNE A DIFFERENCES** 1 an, 170 F 6 mois, 100 F

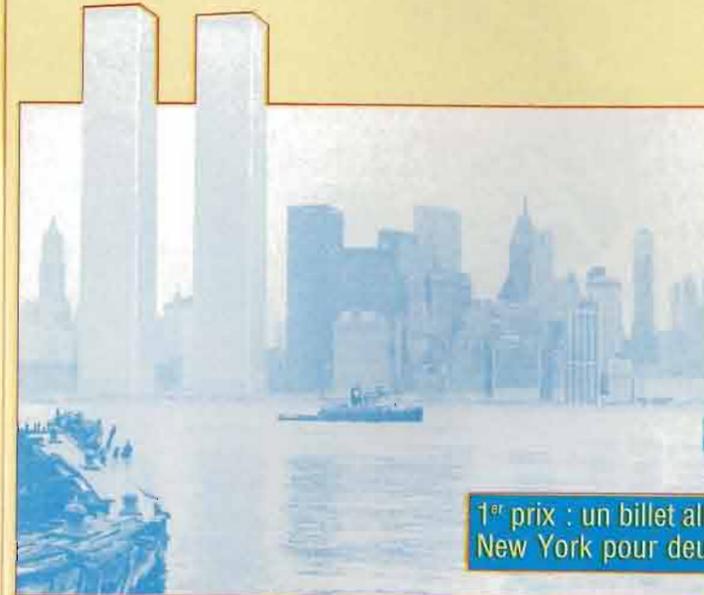
Nom Prénom

Adresse

Recueilli par (nom, adresse) :
.....
.....**JEU CONCOURS**

Différences a cinq ans

Grand concours d'abonnements



1^{er} prix : un billet aller-retour pour New York pour deux personnes.



2^e prix : un micro-ordinateur.

3^e au 10^e prix : une collection complète de livres.

A partir du 11^e prix : tout le monde gagne des milliers de livres, jouets, disques.

Comment participer ?

C'est tout simple : faites le plus d'abonnements possible, en vous servant des bons imprimés ci-contre ou en les recopiant sur papier libre ou en photocopiant la page.

D'autres bons sont disponibles au journal. Attention : envoyez vos bons accompagnés du chèque le plus rapidement possible, par paquets de deux ou trois ou même un par un. Dès réception d'un premier abonnement,

nous vous ouvrirons « un compte » où seront comptabilisés les abonnements que vous avez faits. En cas d'ex aequo, le prix ira au lecteur qui a envoyé le plus vite ses dix premiers abonnements.

Pour vous faciliter la tâche, le jeu est aussi ouvert aux abonnements de six mois. Mais attention, ils seront comptabilisés pour un demi-point.

REGLEMENT

Le jeu est ouvert à tous, sans obligation d'achat, sauf aux collaborateurs du journal. Les abonnements sur papier libre seront acceptés et comptabilisés, à condition qu'ils portent le nom de l'abonné, la mention « Concours Différences a cinq ans », et soient, bien entendu, accompagnés du chèque au montant

correspondant. La liste des gagnants sera proclamée et les prix remis le vendredi 7 mars 1986 dans les locaux du journal.

DATE LIMITE

Le jeu est ouvert jusqu'au 28 février à minuit, le cachet de la poste faisant foi.



APARTHEID STOP:

PORTEZ LE BADGE, FAITES LE PORTER A TOUS CEUX QUI VEULENT MARQUER LEUR SOLIDARITE AUX VICTIMES DE L'APARTHEID.

10 F pièce plus 2,20 F de frais d'envoi - 6 F pièce pour les commandes en nombre et les comités locaux du MRAP. Se renseigner auprès de Danièle Simon, Différences, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.06.88.33.